Globethics Repository



Rapport annuel 2006 de Transparency International

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Book
Authors	Poroznuk, Amber
Publisher	Transparency International
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-11-12 12:06:44
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/177282

RAPPORT ANNUEL 2006 DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL

TRANSPARENCY INTERNATIONAL
La coalition mondiale contre la corruption



2006

RAPPORT ANNUEL

Transparency International est l'organisation mondiale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption. Par le biais de plus de 90 Sections dans le monde et de son Secrétariat International à Berlin (Allemagne), TI sensibilise l'opinion aux effets dévastateurs de la corruption et s'emploie, en partenariat avec les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile, à concevoir et mettre en œuvre des mesures efficaces pour en venir à bout.

Photo de couverture :

Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau potable saine et près de trois milliards vivent sans système d'assainissement approprié. En 2006, Transparency International a créé le Water Integrity Network afin d'instiller la transparence et l'intégrité dans le secteur de l'eau.

www.transparency.org
Votre point d'accès à la lutte contre la corruption

Rapport annuel 2006 de Transparency International
Publié par Transparency International
Editrice : Amber Poroznuk
Conception graphique : www.sommer-design.com
Imprimé par JM Stefko Printing House
Crédits photo, page de couverture : Thomas Grabka

ISBN : 3-935711-27-1

Sommaire

		PAGE
1 DIRECTION	**Conseil d'administration**	2
	Huguette Labelle et David Nussbaum reviennent sur l'année 2006	3
2 PRIORITÉS INTERNATIONALES	**La corruption dans le secteur privé** Un nouvel *Outil d'auto-évaluation* permet aux entreprises d'évaluer les forces et les faiblesses de leurs programmes de lutte contre la corruption.	4
	Conventions internationales contre la corruption Le *Rapport d'avancement* de TI *sur l'application de la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques* montre que les mesures d'application restent insatisfaisantes.	5
	La corruption dans les marchés publics *Le Pacte d'intégrité* de TI renforce la participation et la concurrence dans le processus de soumission.	6
	La corruption en politique Les perceptions sur la corruption influence le comportement des électeurs : lors des élections aux États-Unis, les deux tiers des électeurs ont estimé qu'il s'agissait d'un facteur important.	7
	Pauvreté, développement et corruption La nouvelle *Carte des risques de corruption* de TI contribue à minimiser les risques de corruption en tenant compte des réalités opérationnelles de l'aide humanitaire.	8
3 ACTIVITÉS DE PAR LE MONDE	**Un mouvement mondial en expansion**	9
	Afrique et Moyen-Orient La campagne de sensibilisation de TI Zambie a doté les citoyens ordinaires d'un important outil de lutte contre la corruption.	10
	Amériques Les élections organisées dans huit pays d'Amérique Latine ont amené les sections de TI à concentrer leurs efforts sur la garantie d'un processus électoral juste et transparent.	12
	Asie-Pacifique Plus de 25 000 personnes ont assisté au 'Concert jeune' organisé par TI Bangladesh à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption.	14
	Europe et Asie Centrale Les sections nationales de TI ont soumis leurs recommandations aux Gouvernements européens pour accroître la transparence dans les financements de l'Union Européenne.	16
4 STRATÉGIE ET RECHERCHE	**Stratégie et recherche**	18
	Indice de corruption des pays exportateurs 2006	20
	Indice de perceptions de la corruption 2006	21
5 COMMUNICATIONS	**Presse et travail de plaidoyer**	22
	Conférence internationale de lutte contre la corruption	23
6 PUBLICATIONS	**Publications en 2006**	24
7 INFORMATIONS FINANCIÈRES	**Bailleurs de fonds**	26
	Rapport financier	28
8 RÉSEAU MONDIAL	**Coordonnées du réseau mondial de TI**	30
	Conseil Consultatif, Secrétariat	35

DIRECTION



Huguette Labelle
Présidente
Canada

Huguette Labelle est titulaire d'un Doctorat en Education. Elle a occupé divers postes à haute responsabilité au sein de plusieurs Ministères et services publics canadiens, notamment en tant que Présidente de l'Agence Canadienne de Développement International. Elle est actuellement Chancelière de l'Université d'Ottawa et membre du conseil d'administration d'un certain nombre d'organisations internationales. Elle est co-présidente du Comité consultatif national du Forum urbain mondial et du Groupe de travail « Rétrospective et perspectives » du Conseil chinois de la coopération en environnement et en développement, Vice-présidente de l'Union internationale pour la conservation de la nature et Membre du conseil d'administration du « Pacte Mondial » des Nations Unies. Mme Labelle a été élue à la Présidence de TI en 2005.



Akere Muna
Vice-président
Cameroun

Akere T. Muna est le fondateur et ancien Président de Transparency International Cameroun. Juriste de formation, il est Président de l'Union panafricaine des avocats et ancien Président de l'Association camerounaise du barreau. Il siège au sein de diverses commissions nationales sur la réforme juridique et la lutte contre la corruption, notamment la Commission nationale ad-hoc de lutte contre la corruption. Il a participé activement au groupe de travail de TI qui a contribué à la rédaction de la Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et est l'auteur d'un guide sur cette convention. Il a été élu Vice-président du Conseil d'administration de TI en 2005.



Sion Assidon
Moroc

Sion Assidon, mathématicien et économiste de formation, et homme d'affaires de profession, a été le Secrétaire Général et fondateur de Transparency Maroc et est actuellement membre de son Conseil national. M. Assidon a été emprisonné de 1972 à 1984 pour avoir milité contre le système autocratique marocain. Il fait partie de plusieurs organisations de la société civile de défense des droits de l'homme au Maroc, notamment l'AMRASH, qui œuvre au développement durable des villages de l'Atlas, et Espace Associatif, qui encourage les actions de la société civile au Maroc. M. Assidon a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



Nancy Boswell
Etats-Unis

Nancy Boswell est Directrice générale de TI USA depuis 1994 et en assume désormais sa Présidence. En tant qu'avocate, elle a exercé dans le domaine du droit international et commercial, défendu les droits des femmes et les droits civils et joué un rôle de conseillère en matière de finances internationales. Elle siège au Conseil d'administration de PACT, une organisation de la société civile qui œuvre au renforcement des capacités, et de l'International Senior Lawyers Project, qui fournit des services de conseil pro bono en matière de droits de l'homme et de démocratie. Elle co-préside la Commission sur la corruption de l'Association du Barreau Américain. Elle est conseillère auprès du Département d'Etat des Etats-Unis et du Délégué commercial général des Etats-Unis (USTR). Elle a été élue au Conseil d'administration de TI en 2003 et réélue en 2006.



Boris Divjak
Bosnie-Herzégovine

Boris Divjak est économiste de profession et titulaire d'une maîtrise en études internationales de l'Université de Reading au Royaume-Uni. Il a rejoint TI en 2000, en qualité de fondateur et Président du Conseil d'administration de TI Bosnie-Herzégovine. Il a mené des recherches et formulé des recommandations sur la législation, assuré des formations auprès de la fonction publique, des organisations de la société civile et des médias et conçu et mis en place des enquêtes et des sondages en assurant également leur suivi et leur analyse. Il a travaillé en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Serbie-et-Monténégro, au Kosovo et en Albanie. M. Divjak a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



Geo-Sung Kim
Corée (du Sud)

Geo-Sung Kim est Secrétaire Général et fondateur de TI Corée (du Sud). Il est pasteur et diplômé en théologie et sociologie. Il s'est impliqué dans les mouvements de défense de la démocratie et des droits de l'homme en Corée et a été emprisonné deux fois pour ses activités. Le Révérend Kim a travaillé dans plusieurs organisations de la société civile et, en 2006, il a été décoré de la Médaille Moran de l'Ordre du Mérite Civil, par son Gouvernement, pour sa contribution au mouvement de lutte contre la corruption. Le Révérend Kim siège à la Commission coréenne indépendante de lutte contre la corruption et est membre permanent de la direction du Conseil K-PACT. Il a été élu au Conseil d'administration de TI en 2004.



Chong San Lee
Malaisie

Chong San Lee a assumé les fonctions de Vice-président et de Président de Transparency International Malaisie. Avant cela, il travaillait comme spécialiste en fiscalité et, en 1988, a été nommé contrôleur financier du Groupe Esso en Malaisie. Dans ce cadre, il était notamment chargé de contrôler les pratiques éthiques et commerciales de l'entreprise, de garantir le respect de ses politiques et de s'investir dans ses pratiques de passation de contrats. Après avoir quitté ExxonMobil pour partir à la retraite en 2001, il a proposé ses services pour participer à de nombreux projets organisés par TI Malaisie. Il a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



Valeria Merino-Dirani
Equateur

Valeria Merino-Dirani est une avocate qui défend la démocratie, la transparence et la société civile en Amérique Latine depuis plus de 20 ans. Elle a été Directrice Exécutive de Corporación Latinoamericana para el Desarrollo (CLD), la Section de TI en Equateur, et a contribué à mettre sur pied un réseau de sections en Amérique Latine. En 1995, elle a été nommée au Conseil de l'Université des Nations Unies et en a assumé la vice-présidence. Mme Merino-Dirani siège au Conseil d'administration de TI depuis 2004 et préside le Comité d'accréditation des membres.



Devendra Raj Panday
Népal

Le Dr Panday est titulaire d'un doctorat en Affaires publiques et internationales de l'Université de Pittsburgh aux Etats-Unis. Il a été Secrétaire Permanent au Ministère népalais des finances et a démissionné quand il est apparu que des fonds publics étaient détournés. Il s'est impliqué dans plusieurs organisations de la société civile au Népal et a été Ministre des Finances de 1990 à 1991. Après cela, il a contribué à la fondation de TI Népal, dont il a été Président et Membre du Conseil d'administration. Il a coécrit et publié des ouvrages et des articles sur le développement, la démocratie et la gouvernance. Il a été emprisonné à plusieurs reprises, la dernière fois pendant 100 jours en 2006. Il a été élu au Conseil d'administration de TI en 2006.



Laura Puertas Meyer
Pérou

Laura Puertas Meyer est économiste et journaliste et a consacré les vingt dernières années de sa vie à défendre les droits de l'homme et la démocratie et à lutter contre la corruption. Elle est Directrice de l'information d'America TV et Canal N, les principales chaînes de télévision péruviennes. De 2002 à 2005, elle a assumé la fonction de Directrice Exécutive de la section de TI au Pérou. Elle a travaillé pour le New York Times et El Pais, ainsi que divers médias péruviens. En 1993, elle a cofondé IPYS (Instituto Prensa y Sociedad), en vue de promouvoir le journalisme d'investigation dans la région andine. Laura Puertas Meyer a été élue au Conseil d'administration de TI en 2005.



Frank Vogl
Etats-Unis

Frank Vogl est l'un des cofondateurs de TI, dont il a été Vice-président de 1993 à 2002 et Membre du Conseil Consultatif de 2003 à 2005. Il est fondateur et membre du Conseil d'administration du Fonds de partenariat pour la transparence, membre du Conseil d'administration de l'Ethics Resource Centre, administrateur du Comité pour le développement économique (CED) et membre du Conseil international du New Israel Fund. Il a également été Directeur de l'information et des affaires publiques de la Banque Mondiale et a travaillé en tant que journaliste international, auteur et chargé de cours. Il est Président de Vogl Communications à Washington DC et éditeur de www.EthicsWorld.org. M. Vogl a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



Gérard Zovighian
Liban

Gérard Zovighian est Vice-président et fondateur de la Section de TI au Liban. Auditeur et Associé gérant de BDO Fiduciaire du Moyen Orient au Liban, il a travaillé comme auditeur pour Price-Waterhouse à Paris et pour BDO à Londres. Il a exercé diverses activités au fil d'un parcours professionnel très varié : membre de l'Association libanaise d'experts-comptables, avocat au Barreau de Paris, membre de la Chambre Nationale des Conseillers Financiers, conseiller auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Beyrouth et conseiller auprès du Conseil de l'Ordre de Malte en tant que Chevalier de l'Ordre. Il a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.

DIRECTION



HUGUETTE LABELLE

En 2006, des millions de citoyens dans le monde ont continué de subir la pauvreté et l'injustice qui vont de pair avec la corruption. Cette situation a poussé Transparency International à intensifier ses activités et m'a personnellement incitée à accomplir davantage dans ma première année complète au service du mouvement TI. Accomplir davantage, c'est chercher plus loin que les « suspects habituels ». Pour lutter efficacement contre la corruption, il faut s'intéresser à tous les acteurs de la « filière de production » – pas seulement aux payeurs et aux receveurs de pots-de-vin, mais aussi aux facilitateurs de la corruption.

A l'échelle internationale, l'année 2006 a été marquée par un renforcement du mouvement de lutte contre la corruption. Pendant la première année d'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, la signature par de nouveaux pays de ce signal fort de l'expression d'une volonté internationale s'est poursuivie. L'entrée en vigueur de la Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption a donné un coup de fouet à la lutte contre la corruption en Afrique et la Déclaration de Guatemala pour une région exempte de corruption, signée par les Présidents et représentants officiels de huit pays d'Amérique Centrale, est l'expression vitale de la volonté politique dans cette région cruciale. Les agences multilatérales et bilatérales d'aide au développement ont commencé à inscrire sur liste noire les entreprises corrompues, les bailleurs de fonds ont renforcé leur coopération, en améliorant l'obligation de rendre des comptes sur l'aide apportée et en soutenant les réformes pour renforcer la transparence et l'intégrité.

2006 a également été une année de dialogue avec les décideurs de haut rang et ceux qui les influencent. En juillet, j'ai assisté au G8 civil, un rassemblement de la société civile internationale organisé en prélude au Sommet du Groupe des Huit en Russie. J'ai eu l'occasion de parler directement au Président Vladimir Poutine de questions importantes telles que la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, l'Initiative pour la transparence des industries extractives et la liberté de la société civile.

2006 m'a permis de mieux comprendre le mouvement TI dans toute son ampleur et sa diversité. En rendant visite à vingt sections nationales, j'ai pu constater comment la corruption affecte la vie des individus, en accentuant la pauvreté et la misère, et pu observer directement les résultats remarquables obtenus par TI, souvent dans des circonstances extrêmement difficiles.

Je souhaite remercier David Nussbaum, le Directeur Général de TI, pour son immense contribution à ces résultats et au mouvement et, au nom de ce mouvement, lui souhaiter une bonne continuation puisqu'il quitte Transparency International. J'aimerais également remercier tous les membres de TI pour le temps et l'énergie qu'ils offrent bénévolement au mouvement.

Tout au long de cette année, j'ai été le témoin des efforts extraordinaires consentis par des gens comme vous et moi pour lutter contre la corruption. Dans ce rapport, vous découvrirez le portrait de quelques-uns de ces personnages remarquables. En espérant qu'ils vous inspireront...



Huguette Labelle
Présidente de Transparency International



DAVID NUSSBAUM

Les scandales qui ont touché le secteur privé et les révélations d'affaires de corruption politique dans de nombreux pays, riches comme pauvres, sont la preuve qu'en 2006, quatorze ans après sa création, Transparency International et son action restent aussi indispensables que jamais.

Mais 2006 a également été une année à marquer d'une pierre blanche pour le cadre juridique international de lutte contre la corruption. TI s'est fortement investi dans la première Conférence des Etats parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, organisée en Jordanie en décembre. Cette conférence nous a fourni l'occasion de réfléchir aux progrès accomplis ces dernières années, mais aussi à la nécessité d'instaurer de solides mécanismes de contrôle des conventions internationales pour s'assurer qu'elles sont aussi robustes et efficaces que possible.

La cause de TI a avancé sur tous les fronts en 2006 – grâce à l'énergie et au talent que les employés et bénévoles du mouvement et autres personnes dévouées à notre cause investissent dans leur travail, grâce au soutien financier de nos bailleurs de fonds, grâce au nombre croissant d'entreprises qui adoptent des programmes de lutte contre la corruption et grâce au dévouement de nos sections nationales.

A l'heure où mon mandat de Directeur Général touche à sa fin, je suis persuadé que TI saura poursuivre sur la lancée de ses réussites. Ayant vu près de 80 sections nationales s'engager dans le processus de contrôle d'accréditation de TI, je suis bien placé pour connaître les trésors d'expertise et d'innovation que déploient les membres du réseau Transparency International. Montant constamment au front, que ce soit en exprimant un point de vue critique sur le plan politique, en assurant le fonctionnement de centres de plainte pour les citoyens ou en faisant entendre leur voix pour réclamer l'intégrité dans un climat hostile, ils constituent la trame du mouvement TI.

C'est en renforçant la détermination collective qui a inspiré notre mission, que nous permettront à TI d'être encore plus efficace dans son rôle d'organisation de la société civile au premier plan de la lutte mondiale contre la corruption. C'est en remplissant avec succès notre mission essentielle, que nous offrirons de l'espoir à des millions de personnes à travers le monde, dont les vies sont ruinées par la corruption. Nous avons tous un rôle à jouer pour combler cet espoir.



David Nussbaum
Directeur Général de Transparency International

2 PRIORITÉS INTERNATIONALES
La corruption dans le secteur privé

L'année 2006 a été marquée par une avalanche de scandales de corruption dans le secteur privé, qui a touché particulièrement durement le plus grand pays exportateur du monde : l'Allemagne. Le constructeur automobile Volkswagen, la filiale allemande des magasins d'ameublement IKEA et le groupe technologique Siemens ont tous été mêlés à des allégations de corruption, et plusieurs ont été poursuivis pour des affaires de pots-de-vin. Ailleurs, d'autres entreprises ont également été sous le feu des projecteurs, notamment l'équipementier industriel chinois Shanghai Electric Group Co., dont le Président a fait l'objet d'une enquête suite à des allégations de corruption, et le fabricant électronique néerlandais Phillips, accusé de soudoyer ses détaillants.



Photo: mtyto

« Le plus grand groupe technologique européen [Siemens] estime désormais que pas moins de 420 millions d'euros manquent à l'appel »

– Concernant une affaire de détournement de fonds dans laquelle le Parquet de Munich pense que l'argent a été transféré vers un compte tiers. Times Online, 13 décembre 2006.

DES OUTILS POUR DES AFFAIRES PROPRES

Les *Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé* (connus sous leur acronyme anglais BPCB) ont été conçus comme un modèle pour les entreprises qui veulent définir une stratégie de lutte contre la corruption ou évaluer une stratégie déjà existante. En 2006, les BPCB ont été cités comme modèle par la Société américaine de promotion des investissements privés à l'étranger (OPIC) et le Programme de déclaration spontanée de la Banque Mondiale.

Pour encourager les entreprises à assurer le suivi de leurs programmes de lutte contre la corruption, en 2006, Transparency International (TI) a mis au point un Outil d'auto-évaluation (OAE) permettant aux entreprises d'évaluer les forces et les faiblesses de leurs programmes de lutte contre la corruption à l'aune des BPCB. Pour tester cet OAE, TI a mené des essais sur le terrain, au sein des entreprises, en Europe et aux **Etats-Unis**. TI a engagé des discussions au plus haut niveau avec les « Big Four », les quatre plus grands cabinets internationaux d'expertise-comptable, pour élaborer une méthode d'évaluation externe des programmes de lutte contre la corruption des entreprises.

Le travail des sections de TI auprès des petites et moyennes entreprises (PME) permis de présenter une nouvelle approche pour aider ces entreprises à remédier à leur vulnérabilité à la corruption. Un outil pour les PME, basé sur les BPCP, est en cours d'élaboration.

TRAVAILLER EN PARTENAIRE

En 2006, en étroite collaboration avec TI, la société britannique qui a créé l'indice d'investissement socialement responsable FTSE4Good a, pour la première fois, intégré des critères anticorruption pour inclure les entreprises dans son indice. Pour appliquer ces critères plus efficacement, l'indice prévoit un calendrier pour l'élaboration de politiques, de systèmes de gestion et de rapports. TI a également collaboré avec l'Initiative mondiale sur les rapports de performance, pour définir des critères de lutte contre la corruption en vue de la parution de la nouvelle version de ses « Lignes directrices pour le reporting durable ».

En 2006, le Groupe de Wolfsberg, que TI a contribué à mettre en place et qui, en 2000, a publié d'importants principes de lutte contre la corruption pour les institutions financières, a fait une déclaration vigoureuse, franchissant une étape supplémentaire pour encourager les entreprises à prendre leurs responsabilités en matière de lutte contre la corruption.

Poursuivant son travail de promotion de la formation d'alliances entre associations professionnelles, organisations de la société civile ou autres organisations internationales, régionales et locales pour lutter contre la corruption, TI a intensifié ses démarches en direction du « Pacte Mondial » des Nations Unies, de la Banque Mondiale et des autres banques multilatérales de développement, du Forum économique mondial et des chambres de commerce internationales.

TI a également conçu le *Système de réalisation de projet sans corruption* (*Project Anti-Corruption System* – PACS), spécifiquement pour les projets de construction. Le PACS est un système modulaire prévoyant diverses mesures de lutte contre la corruption, qui s'appliquent à tous les principaux participants tout au long de leur implication dans un projet. Grâce à la méthodologie du PACS et aux BPCB, TI a lancé un projet de refus de la corruption et de transparence des marchés publics dans le secteur de la construction avec son contact en **Chine** à l'Université de Tsinghua.

Conventions internationales contre la corruption

Les principes internationalement reconnus énoncés dans les conventions contre la corruption constituent des instruments de poids pour lutter contre la corruption et obliger les Gouvernements à rendre compte du respect de leurs engagements. Ils inscrivent les problèmes de corruption nationaux, et les efforts entrepris pour y remédier, dans un contexte international ou régional. Les conventions offrent aux organisations de la société civile un cadre de référence pour réclamer des réformes.

Suite à la ratification de plusieurs conventions internationales et régionales jugées cruciales, Transparency International privilégie désormais l'adoption de mesures de contrôle des engagements qu'elles impliquent. Pour doter la société civile d'outils de contrôle efficaces, en 2006, TI a publié des informations sur les conventions applicables dans chaque région, notamment sur ce que la société civile peut entreprendre pour soutenir leur ratification et leur application. Pour en savoir plus, voir page 25.

LA CNUCC, UNE NOUVELLE NORME MONDIALE

TI a renforcé ses actions en faveur d'un suivi efficace de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) à l'approche de la Conférence des Etats parties (CEP), la première réunion des pays signataires de la CNUCC (voir photo ci-dessous). Un rapport largement diffusé et les ateliers sur la surveillance organisés lors du Forum mondial sur l'éthique, la Conférence internationale de lutte contre la corruption et les réunions régionales de TI à travers le monde ont été des instruments essentiels de sensibilisation. La collaboration avec 50 organisations de la société civile a contribué à obtenir deux avancées majeures lors de la CEP : un accord sur la nécessité d'instaurer un mécanisme de surveillance et l'approbation d'un bilan de l'application de la CNUCC en 2007.



Photo: Andrea Figari

PRÉVENIR LA CORRUPTION TRANSNATIONALE : LA CONVENTION DE L'OCDE SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

En 2006, TI a produit son second *Rapport d'avancement sur l'application de la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques* (OCDE). Grâce à la contribution d'experts nationaux de 31 pays, ce rapport relève certains progrès : le nombre de pays ayant pris des mesures d'application de la Convention est passé à 12 en 2006. Il souligne, par ailleurs, que les mesures d'application restent insuffisantes dans les deux tiers des pays étudiés. Le Japon et le Royaume-Uni figurent parmi les plus à la traîne : ils n'ont engagé aucunes poursuites pour corruption contre des entreprises basées sur leur territoire, ni corrigé les sérieuses insuffisances de leurs systèmes juridiques.

« [Fin 2006], la Grande-Bretagne a mis un terme à une enquête sur les accusations de corruption pesant sur BAE Systems en lui garantissant un gros contrat d'armement avec l'Arabie Saoudite. Le premier ministre, Tony Blair, a déclaré qu'il pensait que la poursuite de cette affaire aurait nui, sur le plan stratégique, aux relations capitales avec ce grand pays pétrolifère. Mais l'arrêt de cette enquête permet de douter du sérieux de la volonté de la Grande-Bretagne d'appliquer un accord international historique de lutte contre la corruption (la Convention de l'OCDE), qui a permis à un certain nombre d'Etats de mieux lutter contre la corruption dans les transactions économiques transnationales ».

– International Herald Tribune, 14 mars 2007

Le travail de persuasion mené, auprès des populations locales, par les sections de TI en Afrique, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Gouvernement irlandais, s'est avéré payant pour inciter les Etats à ratifier la *Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption* et la *Convention des Nations Unies contre la corruption.*

La corruption dans les marchés publics

A l'échelle mondiale, les dépenses publiques liées à la fourniture de biens, de services et de travaux publics s'élèvent à plus de 4 billions de dollars américains chaque année. La corruption dans les marchés publics peut détourner 10 à 20% – et parfois même jusqu'à 50% – de la valeur d'un contrat. Cette utilisation abusive et massive des fonds publics fausse non seulement les conditions de concurrence loyale mais favorise aussi l'acquisition de biens et de services de qualité inférieure et les achats inutiles. Cette situation frappe le plus durement les plus démunis, qui ont le plus besoin de politiques publiques saines et de services publics performants.

En 2006, plus de 25 sections nationales ont évalué et surveillé les pratiques de passation de marchés des pouvoirs publics de leur pays, formé des fonctionnaires et prôné l'utilisation de méthodes de renforcement de l'intégrité publique. A l'échelle internationale, la politique et le travail de persuasion de TI se sont concentrés sur l'Union Européenne (UE). En décembre, le Conseil des ministres européens a convenu d'utiliser la version actualisée d'une liste d'exclusion des organisations, entreprises et autres contractants reconnus coupables d'abus des fonds européens, suivant ainsi largement les recommandations de TI.



Photo: Che Chapman

GARANTIR L'INTEGRITÉ DES DIVERS ACTEURS

Le *Pacte d'intégrité* est l'outil de TI le plus connu pour prévenir le détournement des ressources publiques par la corruption. Accord de refus des pots-de-vin entre les pouvoirs publics et les entreprises soumissionnaires dans le cadre d'un projet donné, le Pacte renforce la concurrence au moment du processus de soumission et peut jouer un rôle de catalyseur de développement. Dans un certain nombre de cas, le Pacte a permis des économies considérables en maintenant les coûts en deçà des estimations officielles. En 2006, au **Pakistan**, un projet d'approvisionnement en acier a coûté 62,5 millions de dollars américains de moins que l'estimation initiale.

Les *Pactes d'intégrité* prévoient des mesures de cœrcition. Si l'une des parties ne respecte pas les règles, le pacte prévoit des sanctions telles que l'annulation du contrat, l'obligation de verser des dommages et intérêts et l'interdictionde participer à de futurs contrats publics. Assortis de dispositions prévoyant un contrôle de la société civile, les *Pactes d'intégrité* ont été utilisés dans plus de 80 projets à travers le monde.

En **Equateur**, l'application d'un *Pacte d'intégrité* dans le secteur de la téléphonie mobile a contribué à l'arrivée d'un troisième opérateur sur le marché et à une baisse de 25% des prix des télécommunications mobiles.

AUX ARMES! LA CORRUPTION DANS LE SECTEUR DE LA DÉFENSE

Les contrats publics passés dans le secteur de la défense sont les plus onéreux. En **Géorgie**, en **Pologne** et aux **Royaume-Uni (RU)**, les sections de TI se sont donné pour priorité d'institutionnaliser l'intégrité dans ce secteur.

Le Projet de Défense global du **RU**, financé par le Département britannique pour le développement international (DFID) et le Ministère suédois des Affaires étrangères, a permis d'impliquer les différentes parties intéressées, à savoir les pouvoirs publics, les institutions financières, les entreprises, les banques multilatérales de développement et la société civile. Le Projet a permis d'organiser des rencontres informelles entre Lord Robertson, l'ancien Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), et les principales entreprises de défense, pour instaurer de meilleures pratiques dans ce secteur. Ces réunions ont conduit à la création d'un forum du secteur européen de la défense sur la lutte contre la corruption, d'un forum national au RU et d'un forum similaire coordonné par les Etats-Unis.

TI **Pologne**, soutenu par TI RU, a contribué à la mise en œuvre d'un *Pacte d'intégrité* pour l'acquisition d'avions à réaction par le Ministre polonais de la Défense nationale. TI **Géorgie** a, pour sa part, entrepris d'évaluer le processus de réforme de la défense géorgienne, au vu des engagements pris dans le cadre du programme Partenariat pour la paix de l'OTAN.

La corruption en politique

La corruption politique compromet la bonne gouvernance et le processus démocratique. Le principal risque est que les responsables politiques soient soumis à l'influence abusive d'intérêts privés, suite à des dons électoraux ou à des activités de lobbying inappropriées, et que des élus utilisent les ressources publiques à des fins privées. Cette menace est grande ; d'après le *Baromètre mondial de la corruption 2006* de Transparency International (TI), les hommes politiques, les partis et le corps législatifs sont considérés comme les institutions les plus corrompues.

Les allégations de corruption dans la sphère politique ont fait les gros titres des journaux aux quatre coins du globe en 2006. En Europe, l'ancien Premier Ministre roumain Adrian Nastase a été jugé pour perception de pots-de-vin et chantage et l'ancien Premier Ministre italien Silvio Berlusconi a été mis en accusation pour corruption. Le Premier Ministre lituanien, Rolandas Paksas, a été contraint de démissionner suite à des allégations de corruption et Marisol Yague, le maire de Marbella, en Espagne, a été arrêté sur fond d'accusations de blanchiment d'argent, d'activités de promotion immobilière irrégulières et de perception de pots-de-vin. En Asie, l'un des collaborateurs principaux de l'ancien Président sud-coréen Kim Dae-jung a été reconnu coupable de perception de pots-de-vin et le Président taïwanais, Chen Shuibian, et des membres de sa famille ont dû faire face à des allégations de corruption. Le dirigeant thaïlandais Thaksin Shinawatra a été renversé par un coup d'Etat militaire sur fond d'allégations de corruption et le Secrétaire du Parti de Shangaï, Chen Liangyu, a été démis de ses fonctions pour avoir détourné 133 millions de yuans [44 millions de dollars américains].

D'autres personnalités politiques de premier plan ont également été compromises dans des scandales. Israël a sombré dans la crise politique quand le Premier Ministre Ehud Olmert a été mis en examen pour corruption. Suite aux scandales de corruption qui ont touché le Brésil en 2005, à la veille des élections présidentielles de 2006, le Parti des travailleurs a été accusé d'utiliser des procédés de dénigrement pour discréditer ses opposants, alors que des personnes proches du parti étaient arrêtées pour avoir acheté un dossier contenant des informations sur des allégations de corruption touchant de hautes personnalités du Parti de la social-démocratie brésilienne.

Pour contrer la corruption politique, TI a sensibilisé l'opinion au fait que les dirigeants politiques peuvent être amenés à répondre de leurs actes, créant des outils pour promouvoir l'éducation des électeurs en matière de financement électoral, contrôler le corps législatif et encourager la communication d'informations au public. Nombre de sections nationales ont lancé des projets pour évaluer l'efficacité des pouvoirs publics et mieux informer la population sur la corruption à l'échelle nationale. Les sections **brésilienne** et **colombienne** ont mis en ligne des sites Internet pour informer les électeurs sur les antécédents des candidats aux élections (voir page 12). TI **Papouasie-Nouvelle-Guinée** a recouru à des séminaires et au théâtre de rue pour mieux faire comprendre à la population le nouveau système électoral censé réduire la corruption.

L'éducation et la sensibilisation peuvent avoir un impact direct sur les électeurs, comme le montrent les sondages de sortie des urnes qui ont suivi les élections législatives de mi-mandat aux **Etats-Unis**. En effet, d'après, *Time Magazine*, « les trois quarts des votants ont déclaré que la corruption et les scandales avaient une influence majeure sur leur vote ».

Toutefois, malgré une meilleure connaissance du problème et une plus grande sensibilisation, les responsables politiques et les fonctionnaires de haut rang continuent d'agir en toute impunité. Les mécanismes de surveillance et de coercition sont essentiels pour endiguer la corruption politique. Pour les renforcer, en 2006, TI s'est allié à l'IFES, une organisation internationale à but non lucratif, qui se voue au développement de sociétés démocratiques et à l'instauration de normes mondiales pour améliorer la transparence en matière de financement des candidats et des partis politiques, conformément aux exigences de la Convention des Nations Unies contre la corruption.



Photo: Poder Ciudadano

Pauvreté, développement et corruption

Corruption et pauvreté sont étroitement corrélées, comme le confirme l'Indice de perceptions de la corruption 2006 de Transparency International (TI). Quand des agents publics détournent des fonds destinés au développement (par exemple pour assurer un approvisionnement en eau saine, construire des routes, des écoles ou des hôpitaux), l'impact se fait le plus durement ressentir parmi les franges les plus pauvres de la société. Quand les entrepreneurs impliqués dans l'aide au développement et les fournisseurs du secteur privé gonflent les prix et paient des pots-de-vin, l'intégrité publique est mise à mal. Il en va de même quand les fonds destinés à l'aide humanitaire et au secours aux sinistrés viennent remplir les poches d'individus malhonnêtes.



Photo: Thomas Grabka

LA CORRUPTION DANS L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau potable saine, près d'un milliard souffrent de la faim et près de trois milliards vivent sans réseau d'assainissement approprié. Il est urgent de mettre un terme à la corruption dans l'aide au développement. Cette aide implique des sommes énormes et leur détournement compromet les chances d'améliorer le niveau de vie de millions de personnes.

Ces problèmes sont exacerbés par le manque d'intégrité dans le secteur de l'eau. En août 2006, TI et quatre grandes organisations de ce secteur ont lancé le Water Integrity Network (WIN) pour promouvoir des solutions et la formation de coalitions pour lutter contre la corruption dans le secteur de l'eau. Pour en savoir plus sur le WIN, rendez-vous sur **www.waterintegritynetwork.net.**

Pour garantir que l'argent des bailleurs de fonds parvient bien aux bénéficiaires prévus, TI a fourni des conseils en matière de politiques de lutte contre la corruption aux plus grands bailleurs de fonds multilatéraux, notamment la Banque Mondiale, le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et les Ministres du développement du Groupe des Huit.

LA CORRUPTION DANS L'AIDE HUMANITAIRE

L'aide humanitaire apportée aux victimes de catastrophes naturelles ou de guerres civiles est particulièrement à la merci des abus. Les sections de TI au **Guatemala**, en **Indonésie** et au **Sri Lanka** continuent de faire face aux effets effroyables de catastrophes naturelles récentes et ont mis en place des mécanismes de transparence et de responsabilité pour le processus de reconstruction. Au **Pakistan**, le Premier Ministre a adopté les recommandations sur les marchés publics présentées lors d'un atelier multipartite de TI Pakistan sur la prévention de la corruption dans les reconstructions postérieures au tremblement de terre. Suite à la guerre de 2006, la Lebanese Transparency Association (Association **libanaise** pour la transparence) a lancé une campagne pour contrôler l'utilisation des fonds de reconstruction en vue de prévenir la corruption.

En se fondant, entre autres, sur ces expériences, TI a publié une *Carte des risques de corruption* pour les acteurs de l'aide humanitaire (voir page 25). Fort de ce cadre diagnostique, TI s'est associé à de grandes organisations non gouvernementales humanitaires comme Action Aid, CARE International, le Secours islamique, la Fédération luthérienne mondiale, Save the Children USA et World Vision International, pour élaborer des outils visant à minimiser les risques de corruption, en tenant compte des réalités opérationnelles de l'aide humanitaire.

« La corruption est aussi mortelle que le virus du VIH/ sida. C'est un cancer, qu'il prenne la forme des 12 signatures officielles nécessaires pour obtenir un permis, du policier qui touche un bakchich à la frontière ou du tracteur payé mais non livré »

– Bono, militant contre la pauvreté ; The Guardian, 23 mai 2006.

3 ACTIVITÉS DE PAR LE MONDE

Un mouvement mondial en expansion

Transparency International (TI) est un réseau mondial de plus de 90 sections et sections en formation établies au niveau local, qui travaillent en première ligne de la lutte contre la corruption. Appuyées par le Secrétariat International berlinois (Allemagne), qui soutient leurs activités et coordonne les initiatives internationales, les sections s'emploient activement à résoudre la corruption dans leurs pays respectifs, en appliquant aussi bien leurs propres programmes que les stratégies convenues à l'échelle mondiale ou régionale. Les sections jouent un rôle capital dans la définition des stratégies et politiques du mouvement et l'élaboration de méthodes novatrices pour contrer la corruption. Les pages 10 à 17 présentent les aspects les plus marquants des activités locales et régionales et les pages 29 à 32 reprennent les coordonnées détaillées des sections.



Afrique et Moyen-Orient



Photo: Thomas Grabka

Les sections de Transparency International (TI) dans l'ensemble de l'Afrique et du Moyen-Orient sont restées à l'avant-garde des initiatives visant à établir des principes de lutte contre la corruption dans leurs pays et à répondre aux problèmes de corruption nationaux.

DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES

Malgré le contexte politique difficile de l'année 2006, TI a multiplié ses activités au Moyen-Orient, en grande partie grâce au soutien mutuel et à la coordination régionale entre les militants et à des partenariats stratégiques avec les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile. La **Lebanese** Transparency Association (LTA – Association *libanaise* pour la transparence) a activement participé à la rédaction de la nouvelle Loi nationale sur l'accès à l'information et coopéré avec le secteur privé et la société civile pour élaborer le premier Code libanais de la gouvernance d'entreprise. La section de TI en **Palestine**, la Coalition AMAN, a mis au point un code de conduite pour le secteur privé et les administrations locales, signé par les entreprises et les responsables municipaux lors du Festival de la transparence organisé pour fêter la Journée internationale de lutte contre la corruption, le 9 décembre. AMAN, comme TI **Maroc**, a sensibilisé les jeunes et les acteurs éducatifs aux méthodes de promotion de la transparence et de renforcement de l'intégrité et de la responsabilité.

Grâce à cette forte coordination stratégique dans l'ensemble du monde arabe, l'intervention de TI dans le cadre de la conférence 2006 du Forum pour l'avenir a remporté un franc succès. En tant que principal partenaire de la société civile locale du Gouvernement jordanien, qui organisait la conférence, TI **Jordanie** a travaillé en collaboration avec les sections **algérienne, bahreïnie, libanaise, marocaine** et **palestinienne**. Ces représentants du mouvement TI ont profité de la conférence pour présenter des recommandations concrètes sur le suivi de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) et les mesures de protection des dénonciateurs et de lutte contre le blanchiment d'argent aux Ministres des Affaires étrangères de leurs pays, auxquels s'étaient joints les Ministres des Affaires étrangères du Groupe des Huit (G8). L'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI) et le Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCO) du Royaume-Uni finançaient cette campagne collaborative.

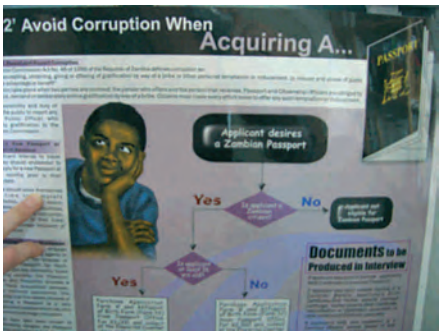
Un grand nombre de sections africaines ont travaillé en étroite collaboration avec les autorités nationales en vue de renforcer l'obligation de rendre des comptes. TI **Zambie** s'est associé au Gouvernement pour produire une loi sur l'accès à l'information, des mesures de protection des dénonciateurs et améliorer la transparence du processus électoral. Deux sections africaines ont tenté de résoudre des problèmes spécifiquement nationaux par des projets ciblés dans le secteur judiciaire et les services publics, tandis que TI **Kenya** s'est servi d'un symbole des dépenses inconsidérées – les voitures de luxe – pour dénoncer le manque d'intégrité des pouvoirs publics.

LE CORPS JUDICIARE, OBJET DE TOUTES LES ATTENTIONS AU GHANA

Quand le Ghana a bouclé son autoévaluation dans le cadre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), en 2006, plus de la moitié de ses habitants percevaient la corruption comme une caractéristique courante de l'administration publique du pays. La section de TI, **Ghana** Integrity Initiative, a réagi en mettant en place un projet de veille judiciaire, le « Judiciary Watch Project », pour donner à la société civile les moyens de surveiller les tribunaux municipaux et leurs procédures et de signaler les irrégularités. Cet exercice de surveillance impliquait un travail d'observation des salles d'audience et l'envoi de questionnaires aux juges, magistrats, avocats et membres du personnel judiciaire. Le projet vise à améliorer la transparence et l'intégrité de l'appareil judiciaire ghanéen à l'échelle locale.

COMMENT ÉVITER LA CORRUPTION EN ZAMBIE

La campagne de TI **Zambie**, « How '2' Avoid Corruption When Acquiring or Procuring Public Services » (Comment éviter la corruption dans l'obtention et la prestation des services publics), a expliqué aux citoyens quelles étaient les procédures adéquates pour obtenir un service auprès d'institutions publiques telles que la police, le service des pensions, le bureau des passeports, le ministère de la santé et l'administration des douanes. Partant du principe que de nombreux citoyens payent des pots-de-vin en partie parce qu'ils ne connaissent pas la façon normale de procéder, cette campagne novatrice a porté au vu et au su de tous la façon correcte d'obtenir des services auprès de ces organismes. Outre les affiches et brochures distribuées via les ministères et les médias officiels, la campagne a également diffusé son message à la radio et à la télévision, dans les journaux, sur Internet et dans un livret publié par TI.



« Le Gouvernement Kibaki a dépensé 12,5 millions de dollars [américains] en voitures de luxe, en grande partie pour l'usage personnel des hauts fonctionnaires kenyans. Une telle somme suffit à financer huit années d'école pour 25 000 enfants ».

– Baltimore Sun, 28 février 2006. Sur base du Rapport de TI Kenya « Living Large: Counting the Cost of Official Extravagance in Kenya » (Vivre avec faste : le coût des dépenses officielles inconsidérées au Kenya), établi en collaboration avec la Kenyan Human Rights Commission.

TOLÉRANCE ZÉRO AU NIGERIA

Lilian Ekeanyanwu, avocate à Lagos, au Nigeria, est la coordinatrice nationale du réseau d'ONG qui forment la Zero Corruption Coalition, et siège au Conseil d'administration de TI **Nigeria**. Mme Ekeanyanwu s'est engagée dans le mouvement de lutte contre la corruption suite à son expérience de militante des droits des femmes. Elle trouvait que lutter pour les droits des femmes devant les tribunaux avait un impact important mais s'est rendu compte que le plus gros obstacle à son action de justice sociale était la corruption. « J'ai pu constater par moi-même de quelle manière les distorsions causées par les pots-de-vin et autres manifestations de la corruption sabotent la mise en œuvre des politiques même les mieux conçues » affirme-t-elle. « J'ai réalisé que nous parviendrions plus rapidement à la justice sociale en nous attaquant à la corruption sous ses diverses expressions et évolutions ».

Pour Mme Ekeanyanwu, la large acceptation de la corruption comme un phénomène normal constitue l'une des difficultés majeures. A ses yeux, « pour trouver une solution efficace, il faut à la fois une volonté sérieuse des pouvoirs publics de réformer le système, notamment en sanctionnant les actes de corruption, et mettre fin à la tolérance de la corruption parmi la population ». Pour concrétiser cette vision, elle fait entendre sa voix au Nigeria et milite sans relâche en tant que porte-parole internationale de TI.



Amériques



Photo: Proética

En 2006, les sections de Transparency International du continent américain ont œuvré à garantir la transparence à chaque étape du processus politique, de la collectee d'informations sur les candidats et leurs financements à la meilleure information des électeurs, ou encore, de la surveillance des responsables politiques à l'exercice de pressions sur les législateurs, en passant par l'institutionnalisation des lois et procédures qui renforcent l'obligation de rendre des comptes.

DES ÉLECTIONS JUSTES EN AMÉRIQUE LATINE

L'organisation d'élections dans huit pays d'Amérique Latine a amené les sections de TI à concentrer leurs efforts sur la garantie d'un processus électoral juste et transparent pour renforcer la démocratie. Au-delà des opérations conventionnelles de surveillance du processus électoral, le réseau de sections TILAC (Transparency International dans la région latino-américaine et les Caraïbes) a mené des projets pour favoriser une couverture médiatique équilibrée et la publication d'informations sur le financement des campagnes et des partis.

A l'approche des élections colombiennes de mai, Transparencia por **Colombia** et ses partenaires ont créé le site Internet **www.votebien.com**, afin de fournir des informations sur le processus électoral et les candidats et servir de lieu de débat public sur les questions de gouvernance. Transparencia **Brasil** a lancé un projet similaire, qui a abouti à la création du site **www.excelencias.com.br** à la veille des élections d'octobre.

Ce site réunissait des informations sur les parlementaires se présentant à l'élection, notamment leurs indemnités, leur présence aux séances de vote, leurs déclarations de patrimoine, leur casier judiciaire, les déclarations de financement de leurs précédentes campagnes et des articles de presse sur leur implication dans d'éventuels scandales. Le site a connu un grand succès, attirant 7,4 millions de visites en tout juste deux mois.

Au **Costa Rica** et au **Nicaragua**, les candidats et les partis politiques ont été invités à publier les informations financières relatives à leurs campagnes électorales avant l'élection présidentielle de 2006. Les sections de TI ont contrôlé ces déclarations et réclamé un renforcement de la responsabilité politique. Pour sa part, Transparencia **Mexicana** a lancé un projet visant à résoudre le problème de l'absence de réglementation du financement des précampagnes. Sur le modèle d'un fonds fiduciaire privé, les pré-candidats à la présidence ont accepté volontairement de rendre public le financement de leur campagne, sur un compte spécial contrôlé et administré par un organe indépendant.

DES REPRÉSENTANTS POLITIQUES RESPONSABLES

La surveillance du comportement des élus a fait partie des priorités de Poder Ciudadano en **Argentine**, de Transparencia por **Colombia** et d'Acción Ciudadana au **Guatemala**. De son côté, TI USA a exhorté les membres du Congrès à améliorer la transparence des dons de cadeaux et des repas et voyages organisés par les lobbys et à renforcer les règles et procédures éthiques.

RENFORCER LE SUIVI DES CONVENTIONS

Le travail de promotion de l'application des conventions contre la corruption s'est poursuivi en 2006, alors que le second cycle de surveillance de la Convention Interaméricaine contre la Corruption (CICC), un mécanisme intergouvernemental d'examen par les pairs, a démarré. Les sections et contacts nationaux se sont assurés que des domaines clés comme les marchés publics et l'embauche d'anciens fonctionnaires étaient bien pris en compte et ont adopté des mesures pour renforcer le mécanisme de contrôle : visite d'une mission d'évaluation sur place, rencontre avec la société civile dans le cadre de ces visites et mesures visant à garantir l'implication de la société civile dans le mécanisme de surveillance, indépendamment de l'avis officiel.

TI a salué la signature de la *Déclaration de Guatemala pour une région exempte de corruption* par les Présidents du **Costa Rica**, d'**El Salvador**, du **Guatemala**, du **Honduras**, du **Nicaragua** et du **Panama** et les représentants officiels de **Belize** et de la **République Dominicaine**, lors de la Conférence internationale de lutte contre la corruption qui s'est tenue au Guatemala en novembre. Cette déclaration souligne la nécessité des mécanismes de responsabilité dans les institutions publiques, d'une gestion efficace et transparente des programmes et fonds sociaux, du contrôle des financements politiques et électoraux et des réformes pour assurer l'existence de services publics transparents, forts et efficaces. TI, ses sections et ses organisations partenaires dans la région contrôlent le respect de ces engagements présidentiels pour garantir qu'ils se traduiront par des actions concrètes.

Maria da Penha Limo, ancienne employée du Ministère de la Santé brésilien, a affirmé qu'un tiers des membres de la chambre basse du Congrès ont été soudoyés pour modifier le budget national. « D'après son avocat, elle aurait déclaré aux enquêteurs que les membres du Congrès ont touché 10 à 15% de la somme libérée par ces modifications, dans un dispositif qui aurait impliqué au moins 110 millions de réals brésiliens [53,5 millions de dollars américains] ».

– Financial Times, 11 mai 2006

LE POUVOIR DE LA PLUME

« Je pense que le journalisme d'investigation est une 'tranchée' dans la lutte contre les différents vices de la société et est essentiel pour préserver la bonne santé de la démocratie » déclare **Tamoa Calzadilla,** une journaliste latino-américaine qui couvre la politique au **Venezuela**. Mme Calzadilla et sa collègue, Laura Weffer, ont reçu le prix 2006 TILAC/ Instituto Prensa y Sociedad (IPYS) du Journalisme d'investigation, après avoir révélé des preuves pendant l'enquête très médiatisée sur l'assassinat du Procureur général vénézuélien, Danilo Anderson. Mme Calzadilla se bat contre la corruption depuis 1999, lorsqu'elle a rejoint l'équipe d'investigation d'un quotidien vénézuélien. C'était une période de « progression, de nouvelles expériences et d'apprentissage sur le terrain », se souvient-elle. « Nos heures de travail ne comptaient pas ; c'est la passion qui nous animait ». Elle affirme que, par son travail, elle a pris conscience de l'étendue de la corruption et constaté que, pour beaucoup, il s'agit d'un mode de vie.

Le travail des journalistes comme Mme Calzadilla devient plus difficile chaque jour. Ses récentes investigations sur le salaire des agents publics se sont révélées impossibles, du fait du secret qui entoure les chiffres et les documents officiels. Dans ce contexte, elle est devenue une ardente défenseuse de l'accès du public aux informations officielles.



Photo: IACC

Asie-Pacifique



Photo: Daniel M. Shih

En 2006, les sections de Transparency International de la région Asie-Pacifique ont continué de jouer un rôle moteur dans la lutte contre la corruption, défendant sans relâche l'intégrité, la transparence et la responsabilité dans les institutions locales et nationales, et continuant de promouvoir les outils de lutte contre la corruption de TI dans le secteur privé.

RALLIER LES JEUNES AU MOUVEMENT DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

TI **Bangladesh** a organisé le premier 'Concert jeune' contre la corruption, à Dhaka, en décembre. Avec la participation d'artistes nationaux et l'intervention du Lauréat du Prix Nobel de la paix, le Professeur Muhammad Yunus, cette manifestation cherchait à garantir que l'esprit et les valeurs du mouvement de lutte contre la corruption font leur chemin chez les futurs dirigeants du Bangladesh. Plus de 25 000 personnes ont assisté au concert et ont fait le serment de lutter contre la corruption.

Les sections des **Iles Fidji**, de **Corée**, de **Malaisie**, du **Népal** et de **Papouasie-Nouvelle-Guinée** se sont également adressées aux jeunes pour lutter contre la corruption. TI Corée a poursuivi l'extension de son réseau national de jeunes contre la corruption en emmenant des élèves du secondaire pour un voyage annuel d'étude au Cambodge. En Malaisie, la section de TI a créé un « Cercle de l'intégrité » pour enseigner l'éthique, l'intégrité, la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes aux jeunes malaisiens.

FAIRE PASSER LE MESSAGE

Les sections de la région Asie-Pacifique ont activement sollicité les médias pour faire passer le message contre la corruption auprès du grand public. TI **Thaïlande** diffuse une émission populaire le dimanche après-midi, « Ensemble nous luttons contre la corruption », qui a attiré un million d'auditeurs. TI **Vanuatu** a également organisé des ateliers dans l'ensemble du pays pour informer les journalistes, les organisations de femmes et autres acteurs de la communauté sur la gouvernance et la citoyenneté active.

En novembre, TI **Népal** a accordé une bourse à trois journalistes de premier plan, engagés dans le combat contre la corruption. Ces bourses viennent subventionner un travail d'investigation sur les actes de corruption et les irrégularités commises dans le secteur privé. Le rapport de TI **Japon**, *Les 10 plus grandes affaires de corruption de l'année 2006*, a été communiqué aux médias pour la Journée internationale de lutte contre la corruption et a donné lieu à un débat national dans les médias radiotélévisés.

La section de TI à **Taïwan** a coopéré avec les autorités municipales de Taïpei pour élaborer un outil novateur, *l'Indice de l'intégrité municipale*, qui fournit des indicateurs objectifs pour évaluer les initiatives de lutte contre la corruption. Ces indicateurs comprennent les ressources que les services municipaux consacrent à la formation à la lutte contre la corruption, aux plaintes relevant de l'éthique ou aux accusations de corruption.

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET TRAVAIL EN RÉSEAU POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES AUTORITÉS LOCALES EN ASIE

Les sections de TI en **Indonésie**, en **Malaisie** et au **Pakistan** ont coopéré avec les pouvoirs publics locaux pendant deux ans pour évaluer la corruption dans les marchés publics et, sur base de ces évaluations, concevoir et organiser des ateliers de formation à l'intention des différentes parties intéressées. En juin, un atelier régional a réuni plus de 150 représentants des pouvoirs publics locaux et de la société civile de 20 pays asiatiques et européens, afin de partager leurs expériences, renforcer leurs compétences et établir des contacts. Pour clore ce projet, et partager plus largement leur expérience, les trois sections ont publié un *Handbook on Curbing Corruption in Public Procurement (Manuel pour endiguer la corruption dans les marchés publics)*, présenté en page 24.

SYSTÈMES NATIONAUX D'INTÉGRITÉ EN ASIE DE L'EST ET DU SUD-EST

TI a coordonné un projet régional visant à entreprendre neuf études pays sur les Systèmes nationaux d'intégrité (SNI) en Asie de l'Est et du Sud-Est. Les études sur le SNI réalisées au **Cambodge**, en **Chine**, à **Hong Kong**, au **Japon**, en **Corée**, aux **Philippines**, à **Singapour**, en **Thaïlande** et au **Vietnam** ont révélé des différences d'efficacité dans la capacité des systèmes d'intégrité à favoriser la bonne gouvernance et à endiguer la corruption dans la région. Ces études seront à la base d'un rapport sur les tendances et les meilleures pratiques régionales.

Le *Rapport 2006 sur la base de données sur la corruption* de TI **Bangladesh** révèle que le pays a sacrifié **75 millions de dollars américains** à la corruption en 2005.

« Les pots-de-vin et les affaires véreuses ont coûté au Sri Lanka plus de 100 milliards de roupies [911 millions de dollars américains], soit environ un cinquième du produit de l'impôt [en 2006] »

– Chef de la Commission parlementaire du Sri Lanka sur les entreprises publiques, AFX News, 16 janvier 2007

AU SERVICE DE VALEURS FORTES AU NEPAL

Le **Dr Devendra Raj Panday**, membre du Conseil d'administration de TI et ancien Président de TI **Népal**, se bat depuis des dizaines d'années contre la corruption et pour la démocratie et les droits de l'homme dans son pays. Le 19 janvier 2006 au matin, il a été arrêté de manière inopinée. « Ils m'ont dit poliment qu'ils étaient venus pour 'm'emmener' conformément à 'un ordre venu d'en haut'. Ils ne m'ont présenté aucun document ou chef d'accusation. Ils n'ont pas voulu me dire où ils m'emmenaient ». Le Dr Panday a été maintenu en captivité dans des conditions difficiles, avec d'autres prisonniers politiques, pendant près de 100 jours.

Le Dr Panday a appris plus tard qu'il avait été arrêté pour avoir « fait de la désinformation » et « menacé la sécurité nationale » – des accusations liées à ses activités de promotion de la démocratie et de lutte contre la corruption après le coup d'Etat du Roi Gyanendra en 2005. « Pour moi, la lutte contre la corruption et la démocratie sont indissociables. L'obligation de rendre des comptes nécessite des structures et des procédures, qui ne sont possibles que si les citoyens peuvent mettre en question leurs dirigeants ». Malgré le climat d'inquiétude et d'apathie face à la corruption qui règne au Népal, le Dr Panday reste confiant que « les jeunes leaders d'aujourd'hui (...) peuvent inculquer de nouvelles valeurs et de nouveaux idéaux ».



Europe et Asie Centrale



Photo: Fritz

Les grands scandales qui ont touché le secteur privé en Europe Occidentale, les campagnes électorales féroces entachées d'allégations de corruption en Europe Centrale et les tentatives d'intimidation des observateurs critiques de la société civile ont mis en évidence le rôle essentiel des sections de Transparency International en Europe et en Asie Centrale.

Après l'approbation de l'adhésion de la **Bulgarie** et de la **Roumanie**, en 2006, l'Union Européenne (UE) a mis fin au big-bang de son élargissement. Néanmoins, l'UE reste le principal vecteur d'influence des réformes anticorruption dans le Caucase et en Asie Centrale, de même que chez les futurs candidats à l'adhésion d'Europe du Sud-Est.

TI a joué un rôle clé dans les consultations avec la Direction Générale Elargissement de la Commission Européenne (CE), à **Bruxelles**, pour définir des critères et contrôler les avancées des programmes de lutte contre la corruption dans le cadre du processus d'adhésion. En tant que premier élément moteur externe de la réforme, TI s'est pleinement associé à la lutte contre la corruption de la CE dans les futurs Etats membres.

UNE INITIATIVE EUROPÉENNE POUR LA TRANSPARENCE

Les sections de TI ont activement milité pour une plus grande transparence dans l'affectation des fonds européens. Leur travail s'est avéré payant quand le Conseil des Ministres a adopté, en décembre, un plan de divulgation obligatoire du nom des bénéficiaires de fonds européens. Dans le cadre du projet Transparency Through Awareness (TTA – Transparence par la sensibilisation), financé par la CE, les sections ont soumis aux pouvoirs publics **tchèques, estoniens, hongrois, lettons, lituaniens, polonais** et **slovaques**, des recommandations pratiques sur les moyens de renforcer la transparence des financements européens, en prônant la mise en place de nouvelles règles de divulgation de l'information à l'échelle nationale. Cette décision contribuera à prévenir la corruption dans l'utilisation de fonds qui représentent plus de 75% du budget annuel de 126,5 milliards d'euros [171,2 milliards de $ US] de l'Union Européenne.

VOTER INTELLIGENT EN LETTONIE

Dans le cadre de sa campagne « Votez intelligent », TI **Lettonie** a réuni et publié des informations sur les partis politiques et les candidats, à l'approche des élections législatives de 2006. Ces informations portaient notamment sur une éventuelle implication dans des scandales politiques ou financiers au cours des 15 dernières années. Financé par l'Union Européenne, ce projet donnait aux électeurs le moyen de faire un choix éclairé au moment du vote. Les documents de cette campagne sont disponibles sur www.balsogudri.lv.

CENTRES D'ACTION ET DE CONSEIL JURIDIQUE

Véritable initiative venue de la base, les Advocacy and Legal Advice Centres (ALAC – centres d'action et de conseil juridique) amènent le combat contre la corruption au niveau des citoyens ordinaires, offrant l'assistance rapide d'experts aux victimes de la corruption qui cherchent à obtenir réparation. En dehors de l'aide courante apportée aux citoyens, les ALAC contribuent également à analyser la corruption, apportant de solides arguments en faveur d'une recherche de changements systémiques.

En 2006, TI et ses partenaires ont assuré le fonctionnement de 15 ALAC dans 11 pays. L'extrême diversité des cas et des personnes qui recourent aux centres – du chômeur à l'entrepreneur, en passant par les retraités et les hommes d'affaires – reflète la nature tentaculaire de la corruption. Les affaires vont du petit bakchich aux cas de grande corruption impliquant des centaines de millions d'euros. Elles concernent aussi bien les marchés publics, l'utilisation des fonds publics, les privatisations, l'environnement, l'appareil judiciaire, la santé, l'éducation, les douanes et les services d'inspection de l'aménagement du territoire et du développement.

D'après *l'Enquête nationale sur les perceptions de la corruption* 2006 menée en **Arménie**, 89% des personnes interrogées considèrent la corruption comme un problème et 64% estiment que la corruption a augmenté au cours des trois dernières années.

« La bureaucratie est le secteur le plus lucratif en Russie et une augmentation du nombre de bureaucrates est généralement suivie d'une hausse de la corruption » déclare Kirill Kabanov, Président du groupe d'experts de la Commission nationale contre la corruption... Le salaire mensuel moyen des fonctionnaires fédéraux de rang intermédiaire est d'environ 700 de dollars américains, mais il n'est pas rare qu'ils ramènent à la maison jusqu'à 1 million de dollars américains par an, affirme Kabanov.

– The Moscow Times, 13 avril 2006

DE PETITS PAS SUR LE TERRAIN

Accepter la corruption est un luxe que **Kazim Aliev** ne peut pas se permettre. Personnage bavard et cultivé âgé de 73 ans, M. Aliev vit avec sa femme et leurs trois filles dans un appartement à Bakou, en **Azerbaïdjan**. Il était cadre dans une entreprise de restauration qui fournissait les écoles supérieures et les universités et avait droit à de nombreux avantages dans le système soviétique. Après la chute du communisme, à peine capable de vivre de sa maigre pension d'Etat, il prend la décision de convertir son appartement en magasin de fleurs pour gagner un revenu complémentaire.

Sûr de pouvoir améliorer sa situation financière, M. Aliev suit l'exemple de ses voisins et demande à la Commission auxiliaire de la Municipalité de Bakou, la permission d'apporter des modifications à son appartement en vue de créer un petit commerce. Peu de temps après, il reçoit la visite d'« intermédiaires », qui lui proposent de faciliter l'obtention du permis de bâtir moyennant la somme de 10 000 de dollars américains, somme qu'il est dans l'incapacité de payer. Ultérieurement, la demande de permis de M. Aliev est rejetée.

M. Aliev se bat pendant cinq ans pour faire annuler cette décision. Au bout du compte, il demande l'aide de l'Adovacy and Legal Advice Centre de Bakou. Le personnel de l'ALAC confirme que le refus de permis de bâtir était illégal et lui indique comment porter l'affaire en justice. Et, contre toute attente, il obtient gain de cause.

M. Aliev se bat désormais pour garantir l'exécution de la décision du tribunal par la Commission auxiliaire de Bakou. Le courage et la persévérance dont il a fait preuve en s'opposant à la corruption sont à l'origine d'un point de droit qui fera date : les décisions de l'administration sont soumises à l'état de droit, un précédent qui fait défaut dans de nombreux pays en transition.



Photo: TI Azerbaijan

En Azerbaïdjan, l'ALAC est financé par l'USAID et l'OSCE.

4 STRATÉGIE ET RECHERCHE

Instruments de mesure de la corruption

Transparency International a, depuis longtemps, le souci d'appréhender la corruption à la fois en amont et en aval par ses instruments de mesures internationaux, qui permettent de fournir une évaluation des niveaux de corruption relatifs à l'échelle mondiale. Comme aucun instrument de mesure unique ne peut cerner tous les aspects du problème, TI a mis au point ses propres outils pour répondre aux nombreuses préoccupations qui animent le mouvement concernant la corruption dans les secteurs public et privé. Mais TI s'intéresse également à l'état d'esprit de la population vis-à-vis de la corruption : les citoyens pensent-ils que leurs dirigeants en font assez pour mettre un terme à ce fléau et endiguer les pots-de-vin ? En dehors des évaluations quantitatives de la corruption dans le monde, la collection novatrice d'études nationales réalisées par TI depuis 2001, fournit des données empiriques détaillées sur le niveau de corruption et d'intégrité d'un pays et vient compléter les outils et instruments de mesure, dont l'approche est plus comparative par nature.

INDICE DE PERCEPTIONS DE LA CORRUPTION

En novembre, TI a officiellement présenté *l'Indice de perceptions de la corruption* (IPC) *2006*, qui étudie les niveaux de corruption perçus dans 163 pays. Cette année, la présentation officielle de l'Indice a mis l'accent sur le rôle des facilitateurs : les professionnels du droit ou de la finance qui facilitent la corruption en permettant, sciemment ou non, que ses produits soient transférés, blanchis, mis en dépôt et investis. L'IPC note les pays sur une échelle de zéro à dix, où zéro indique un degré de corruption perçu comme élevé et dix un degré perçu comme faible. Soixante-et-onze – soit près de la moitié – des pays repris dans l'indice ont obtenu une note inférieure à trois, ce qui indique que la corruption est perçue comme endémique dans de nombreuses régions du monde. Haïti a obtenu la plus mauvaise note, suivi de près par l'Irak et le Myanmar.

INDICE DE CORRUPTION DES PAYS EXPORTEURS

TI a créé *l'Indice de corruption des pays exportateurs* (ICPE) en 1999 ; il analyse l'équation de la corruption du côté de l'offre. L'ICPE 2006 évalue la propension des entreprises de 30 des plus grands pays exportateurs à verser des pots-de-vin à l'étranger. Il montre que les entreprises des pays les plus riches se classent généralement dans le haut du tableau mais continuent à payer régulièrement des pots-de-vin, en particulier dans les pays en développement. Par ailleurs, les entreprises des puissances exportatrices émergentes, comme la Chine, l'Inde et la Russie, obtiennent les plus mauvaises notes en termes de versement de pots-de-vin à l'étranger. L'ICPE 2006 rend compte des réponses de plus de 8 000 dirigeants d'entreprises de 125 pays, interrogés dans le cadre de l'Enquête auprès des chefs d'entreprise 2006 du Forum Economique Mondial.

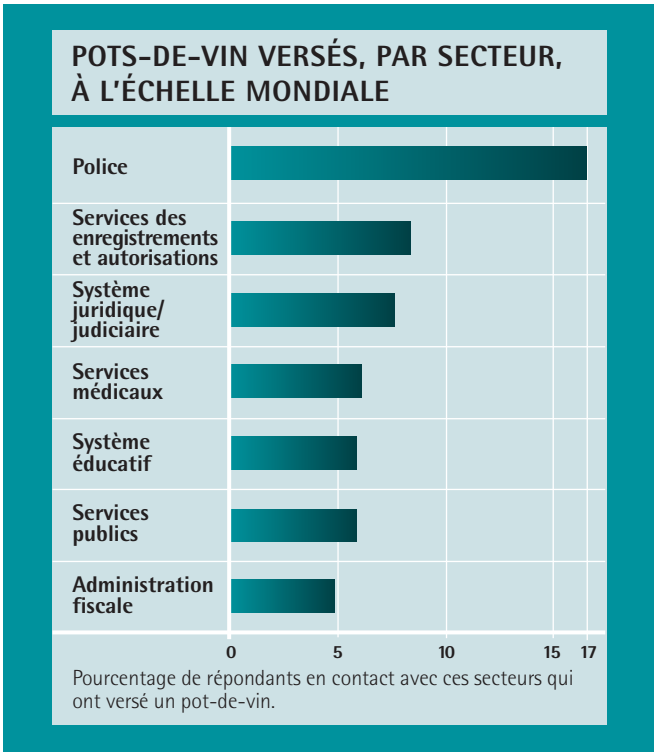
> **« La corruption est comme le tango : il faut être deux pour danser. S'il y a un fonctionnaire des douanes corrompu, c'est parce qu'il existe un homme d'affaires pour le gratifier ; s'il existe des fraudes fiscales graves, c'est qu'un bureaucrate touche des pots-de-vin ».**
> *– Nicanor Duarte Frutos, Président du Paraguay ; Financial Times online, 14 août 2006.*



Photo: dushy18

BAROMÈTRE MONDIAL DE LA CORRUPTION

Le *Baromètre mondial de la corruption* (BMC) *2006* a été rendu public en décembre 2006, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption. Il analyse comment la corruption affecte les citoyens ordinaires dans 62 pays à bas, moyen et haut revenu. Le BMC demande aux particuliers quels sont les secteurs les plus corrompus de la société et les aspects de leur vie les plus affectés par la corruption. Par ailleurs, les répondants ont été invités à évaluer les efforts de leurs gouvernements pour contrer la corruption. Les sondés ont estimé que les partis politiques et les parlements étaient les institutions les plus corrompues, suivies de près par le secteur privé et la police. Ces perceptions sont validées par l'expérience : 17% des personnes ayant été en contact avec la police au cours de l'année ont payé un pot-de-vin. A l'échelle mondiale, deux personnes interrogées sur cinq ont déclaré que l'Etat n'était « pas efficace » dans ses efforts de lutte contre la corruption.



Pour en savoir plus, rendez-vous sur :
www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb/2006

En **Albanie**, au **Cameroun**, au **Gabon** et au **Maroc**, plus de 40% des répondants avaient payé un pot-de-vin dans les 12 derniers mois, révèle le *Baromètre mondial de la corruption* de TI. Il en va de même pour 16 à 40% des personnes interrogées en **Bolivie**, au **Congo**, en **Grèce**, en **Indonésie**, au **Kenya**, au **Mexique**, en **Moldavie**, au **Nigeria**, au **Paraguay**, au **Pérou**, aux **Philippines**, en **République Tchèque**, en **République Dominicaine**, en **Roumanie,** au **Sénégal**, en **Ukraine** et au **Venezuela**.

DOCUMENTS DE TRAVAIL

Les documents de travail de TI présentent un examen approfondi d'un certain nombre de problèmes clés, réalisés en collaboration avec d'éminents experts du monde entier, et sont à la base des interventions de TI dans divers forums politiques. En 2006, des documents de travail ont été publiés sur des sujets fondamentaux, dans le cadre des initiatives de TI pour renforcer la lutte contre la corruption par le travail de plaidoyer. Parmi ces documents, on peut notamment citer *Paying for Healthcare (Payer l'accès aux soins de santé)*, *Corruption in HIV/AIDS (La corruption liée au VIH/ sida)* et *Corruption in Humanitarian Aid (La corruption dans l'aide humanitaire)*. Ces documents ont été diffusés lors de la Conférence internationale de lutte contre la corruption et examinés lors de l'Assemblée générale annuelle des membres au Guatemala.

SYSTÈMES NATIONAUX D'INTÉGRITÉ

Le programme des *Systèmes Nationaux d'Intégrité* (SNI) a été mis en place par TI dans le cadre d'une approche globale de lutte contre la corruption. Les études pays sur le SNI fournissent une analyse approfondie des institutions clés, de la législation et des pratiques qui contribuent à l'intégrité, à la transparence et à la responsabilité dans une société. L'année 2006 a été marquée par la publication de rapports sur le SNI des pays suivants : **Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Chine, Corée du Sud, Hong Kong, Japon, Philippines, Singapour, Thaïlande** et **Vietnam**. Ces rapports évaluent les programmes de réforme contre la corruption et leurs défaillances et fournissent une liste détaillée de priorités et de recommandations de mesures à prendre au niveau gouvernemental et non gouvernemental. Les conclusions de ces rapports confirment que la lutte contre la corruption est plus efficace quand elle est confiée à des organes indépendants, soutenus par une forte volonté politique, et notamment à un organe unique plutôt qu'à des institutions multiples.

POINT INFO U4

Le Point Info U4 (Helpdesk) est l'un des services du Centre de ressources anti-corruption hébergé par l'Institut Christian Michelsen pour l'étude du développement et les droits de l'homme. Le Point Info est géré par TI et fournit des « réponses d'experts » approfondies aux questions sur les problèmes de corruption et de développement international posées par le personnel des organismes bailleurs de fonds du Groupe Utstein (U4). En 2006, le Point Info a fourni 38% de réponses supplémentaires par rapport à l'année précédente. Un grand nombre d'entre elles ont eu un impact direct sur les politiques de lutte contre la corruption. Par exemple, le travail du Point Info sur la question des hommes et des femmes face à la corruption a servi au Ministère néerlandais des Affaires étrangères pour réviser son *Manuel de lutte contre la corruption*.

INDICE DE CORRUPTION DES PAYS EXPORTATEURS 2006

Rang	Pays / territoire	Note moyen	Rang	Pays / territoire	Note moyen
1	Suisse	7,81	16	Portugal	6,47
2	Suède	7,62	17	Mexique	6,45
3	Australie	7,59	18	Hong Kong	6,01
4	Autriche	7,50	19	Israël	6,01
5	Canada	7,46	20	Italie	5,94
6	Royaume-Uni	7,39	21	Corée du Sud	5,83
7	Allemagne	7,34	22	Arabie Saoudite	5,75
8	Pays-Bas	7,28	23	Brésil	5,65
9	Belgique	7,22	24	Afrique du Sud	5,61
10	Etats-Unis	7,22	25	Malaisie	5,59
11	Japon	7,10	26	Taïwan	5,41
12	Singapour	6,78	27	Turquie	5,23
13	Espagne	6,63	28	Russie	5,16
14	Emirats Arabes Unis	6,62	29	Chine	4,94
15	France	6,50	30	Inde	4,62

Une note de 10 indique la perception d'une absence de corruption alors qu'un 0 implique que la corruption est considérée comme endémique.
Pour de plus amples informations, cf. : www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/bpi/bpi_2006

« La corruption saigne l'Afrique à blanc et ce sont les plus pauvres qui en paient le prix. D'après certaines estimations, les sommes qui quittent le continent du fait de la corruption seraient plus importantes que le montant de l'aide internationale. Une grande partie de cet argent se retrouve dans des banques situées en Grande-Bretagne ou dans nos territoires et dépendances d'outre-mer et, parfois, des citoyens ou des entreprises britanniques sont impliqués dans des transactions malhonnêtes. Nous voulons que notre gouvernement prenne enfin des mesures fermes contre la corruption ».

– Hugh Bayley, Membre du Parlement, Président du Groupe parlementaire multipartite sur l'Afrique de la Chambre des communes, Royaume-Uni, 29 mars 2006

INDICE DE PERCEPTIONS DE LA CORRUPTION 2006

Rang	Pays	Note
1	Finlande	9,6
1	Islande	9,6
1	Nouvelle-Zélande	9,6
4	Danemark	9,5
5	Singapour	9,4
6	Suède	9,2
7	Suisse	9,1
8	Norvège	8,8
9	Australie	8,7
9	Pays-Bas	8,7
11	Autriche	8,6
11	Luxembourg	8,6
11	Royaume-Uni	8,6
14	Canada	8,5
15	Hong Kong	8,3
16	Allemagne	8,0
17	Japon	7,6
18	France	7,4
18	Irlande	7,4
20	Belgique	7,3
20	Chili	7,3
20	Etats-Unis	7,3
23	Espagne	6,8
24	La Barbade	6,7
24	Estonie	6,7
26	Macao	6,6
26	Portugal	6,6
28	Malte	6,4
28	Slovénie	6,4
28	Uruguay	6,4
31	Emirats Arabes Unis	6,2
32	Bhoutan	6,0
32	Qatar	6,0
34	Israël	5,9
34	Taïwan	5,9
36	Bahreïn	5,7
37	Botswana	5,6
37	Chypre	5,6
39	Oman	5,4
40	Jordanie	5,3
41	Hongrie	5,2
42	Ile Maurice	5,1
42	Corée du Sud	5,1
44	Malaisie	5,0
45	Italie	4,9
46	République Tchèque	4,8
46	Koweït	4,8
46	Lituanie	4,8
49	Lettonie	4,7
49	Slovaquie	4,7
51	Afrique du Sud	4,6
51	Tunisie	4,6
53	Dominique	4,5
54	Grèce	4,4
55	Costa Rica	4,1
55	Namibie	4,1
57	Bulgarie	4,0
57	El Salvador	4,0
59	Colombie	3,9
60	Turquie	3,8
61	Jamaïque	3,7
61	Pologne	3,7
63	Liban	3,6
63	Seychelles	3,6
63	Thaïlande	3,6
66	Belize	3,5
66	Cuba	3,5
66	Grenade	3,5
69	Croatie	3,4
70	Brésil	3,3
70	Chine	3,3
70	Égypte	3,3
70	Ghana	3,3
70	Inde	3,3
70	Mexique	3,3
70	Pérou	3,3
70	Arabie Saoudite	
70	Sénégal	3,3
79	Burkina Faso	3,2
79	Lesotho	3,2
79	Moldavie	3,2
79	Maroc	3,2
79	Trinité-et-Tobago	3,2
84	Algérie	3,1
84	Madagascar	3,1
84	Mauritanie	3,1
84	Panama	3,1
84	Roumanie	3,1
84	Sri Lanka	3,1
90	Gabon	3,0
90	Serbie	3,0
90	Surinam	3,0
93	Argentine	2,9
93	Arménie	2,9
93	Bosnie-Herzégovine	2,9
93	Erythrée	2,9
93	Syrie	2,9
93	Tanzanie	2,9
99	République Dominicaine	2,8
99	Géorgie	2,8
99	Mali	2,8
99	Mongolie	2,8
99	Mozambique	2,8
99	Ukraine	2,8
105	Bolivie	2,7
105	Iran	2,7
105	Libye	2,7
105	Macédoine	2,7
105	Malawi	2,7
105	Ouganda	2,7
111	Albanie	2,6
111	Guatemala	2,6
111	Kazakhstan	2,6
111	Laos	2,6
111	Nicaragua	2,6
111	Paraguay	2,6
111	Timor-Leste	2,6
111	Vietnam	2,6
111	Yémen	2,6
111	Zambie	2,6
121	Bénin	2,5
121	Gambie	2,5
121	Guyana	2,5
121	Honduras	2,5
121	Népal	2,5
121	Philippines	2,5
121	Russie	2,5
121	Rwanda	2,5
121	Swaziland	2,5
130	Azerbaïdjan	2,4
130	Burundi	2,4
130	Républ. Centre-africaine	2,4
130	Ethiopie	2,4
130	Indonésie	2,4
130	Papouasie-Nouv.-Guinée	2,4
130	Togo	2,4
130	Zimbabwe	2,4
138	Cameroun	2,3
138	Equateur	2,3
138	Niger	2,3
138	Venezuela	2,3
142	Angola	2,2
142	Congo, République du	2,2
142	Kenya	2,2
142	Kirghizistan	2,2
142	Nigeria	2,2
142	Pakistan	2,2
142	Sierra Leone	2,2
142	Tadjikistan	2,2
142	Turkménistan	2,2
151	Bélarus	2,1
151	Cambodge	2,1
151	Côte d'Ivoire	2,1
151	Guinée Equatoriale	2,1
151	Ouzbékistan	2,1
156	Bangladesh	2,0
156	Tchad	2,0
156	Congo, Rép. dém.	2,0
156	Soudan	2,0
160	Guinée	1,9
160	Irak	1,9
160	Myanmar	1,9
163	Haïti	1,8

Les notes rendent compte des perceptions du degré de corruption par des hommes d'affaires et des experts nationaux et s'étendent de 10 (très propre) à 0 (très corrompu).
Pour de plus amples informations, cf. : www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2006

5 COMMUNICATIONS
Un mouvement de poids mondial

MAINTENIR LA CORRUPTION AU CENTRE DE L'ATTENTION MONDIALE

Que ce soit en rapport avec les pots-de-vin touchés par des arbitres de football en Italie ou avec le détournement des fonds de la reconstruction en Irak, les affaires de corruption ont défrayé la chronique en 2006. En continuant d'alerter l'opinion publique sur la corruption et ses effets catastrophiques, Transparency International (TI) a prouvé par A plus B que les pots-de-vin et les scandales ont rejailli sur la vie de millions de personnes à travers le monde, offrant par là-même un message d'espoir. Avec la publication de plus de 90 communiqués de presse, une couverture médiatique quotidienne des affaires de corruption, un examen approfondi des problèmes les plus criants sur Internet et des interventions très médiatisées, en 2006, TI a maintenu la corruption au premier rang des préoccupations internationales.

Les spécialistes de TI ont été interviewés par les organes d'information internationaux et régionaux les plus réputés, parmi lesquels *Al Jazeera, BBC World Service, Canal Plus France, Deutsche Welle, Financial Times, Newsweek, NHK, Ô Globo, Reuters, SABC, The Times of India* et *Voice of America.* Banques multilatérales de développement, organisations internationales, organismes politiques et parlementaires ont fait appel au soutien de TI pour définir des stratégies de lutte contre la corruption, des pratiques de bonne gouvernance, des mesures de protection des dénonciateurs et des politiques de conformité.

Le travail de TI est également largement reconnu dans le cadre plus vaste de la communauté de l'action militante. En visite au Secrétariat de TI en 2006, Bob Geldof a décrit TI comme un acteur clé de la lutte mondiale contre la pauvreté. D'après lui, « Si TI n'est pas présent dans un pays, l'aide versée n'a aucune crédibilité ».

« Nous voulons atteindre les gens qui n'entendront jamais parler de conventions internationales contre la corruption, de politiques d'attribution des marchés publics ou de codes de conduite. La corruption détruit des vies mais nous pouvons y mettre un terme. C'est un réel message d'espoir ».

– Huguette Labelle, Présidente de TI, à propos du spot télévisé « Marked for Life » (Marqués à vie)

VOTRE POINT D'ACCÈS À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : WWW.TRANSPARENCY.ORG

Le site Internet de Transparency International, **www.transparency.org**, est le principal portail de ressources et d'information pour les acteurs de la lutte contre la corruption, les chercheurs, les journalistes et la société civile. En 2006, le site a reçu plus de 1,6 millions de visites et permis le téléchargement de près d'un million de documents. L'intérêt croissant pour les outils d'évaluation de TI s'est illustré par une hausse de 135% du trafic sur le site quand notre indice phare, l'*Indice de perceptions de la corruption 2006* a été publié en novembre.

En dehors des outils et ressources utiles aux acteurs de la lutte contre la corruption, le site Internet comprend une rubrique à parution bihebdomadaire intitulée *In Focus*, qui porte un regard approfondi sur des enjeux essentiels qui influencent le travail de lutte contre la corruption. La rubrique *Spotlight* met en exergue les articles d'actualité les plus marquants fournis par l'ensemble du mouvement et l'*Action Box* offre aux visiteurs du site la possibilité de participer à des actions organisées contre la corruption.

L'année 2006 a été marquée par le lancement d'une série de nouveaux services d'information comme le bulletin électronique mensuel *Transparency Watch*, le résumé quotidien de l'actualité *Corruption in the News* et les formules directes d'abonnement par e-mail aux actualités du mouvement.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LE SPOT TÉLÉVISÉ « MARQUÉS A VIE »

Sous la lueur aveuglante d'une lampe chirurgicale, des mains gantées stérilisent une aiguille. Un jeune enfant trésaille au contact de l'acier chirurgical ; le son du métal froid met les nerfs à vif. Le nombre 115 000 000 apparaît subrepticement à l'écran, représentant le nombre d'enfants dans le monde qui sont privés d'éducation. Quelques secondes plus tard, le bras de l'enfant porte le tatouage 115 000 001 : un enfant de plus qui restera à l'extérieur des portes de la société si le problème de la corruption n'est pas pris en main.

Le spot télévisuel sans complaisance de TI, diffusé pour marquer la Journée internationale de lutte contre la corruption 2006, rappelle crûment au spectateur que la corruption frappe les plus vulnérables et les prive de la possibilité d'un avenir meilleur. Le message est clair : la corruption marque les enfants, les familles et la société, à vie.



12ème CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La 12ème Conférence internationale de lutte contre la corruption (CILC), qui s'est tenue à Guatemala Ciudad en novembre, s'est penchée sur la question : *Vers un monde plus juste : pourquoi la corruption fait-elle toujours obstacle ?* Mille quatre cents participants de 120 pays – représentant les pouvoirs publics, les institutions internationales, la société civile et les médias – ont mis le doigt sur les obstacles majeurs au mouvement de lutte contre la corruption, notamment sur les risques croissants encourus par les acteurs de terrain.

La conférence a publié une déclaration définissant un calendrier d'action précis. Autre avancée concrète, les participants ont lancé un appel unanime au Gouvernement chilien pour accélérer l'extradition de l'ancien Président péruvien Alberto Fujimori, qui est poursuivi pour corruption au Pérou. Une déclaration des jeunes a invité la communauté internationale à renforcer son financement des projets pris à l'initiative des jeunes. Enfin, la CILC a appelé la Conférence des Etats parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption à adopter un programme de surveillance et de suivi efficace.

Franchissant un véritable pas en avant pour la région, les Présidents et représentants officiels de huit pays d'Amérique Centrale ont signé la Déclaration de Guatemala pour une région exempte de corruption, réaffirmant leur volonté d'obtenir des résultats concrets d'ici à 2010. Pour de plus amples informations, voir page 13.



« Dans les banques multilatérales, les problèmes de corruption n'étaient même pas à l'ordre du jour il y a 10 ans. Grâce au travail de Transparency International, le sujet est désormais une préoccupation constante »

– Luis Alberto Moreno, Président de la Banque Interaméricaine de Développement, 15 novembre 2006

UN MODÈLE D'INTÉGRITÉ DANS LE CORPS JUDICIARE

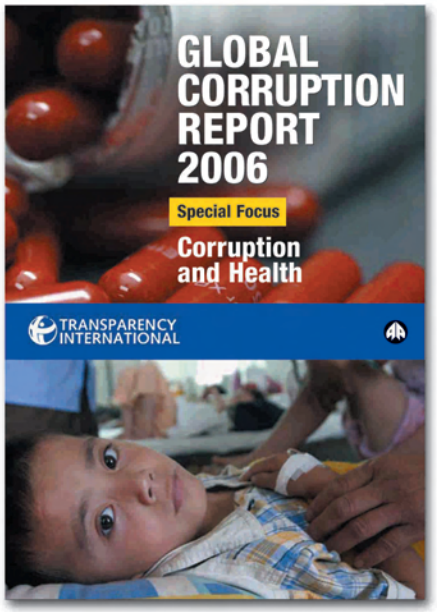
La lauréate du **Prix de l'intégrité** 2006 de Transparency International, le Dr Ana Cecilia Magallanes Cortez, est l'un des procureurs les plus respectés du Pérou. Elle a joué un rôle moteur dans les actions publiques contre quelque 1 500 membres du réseau criminel dirigé par Vladimiro Montesinos, l'un des proches collaborateurs de l'ancien Président Alberto Fujimori. Son travail a conduit à l'arrestation de certaines des figures les plus en vue de la criminalité organisée, dont Fujimori lui-même, des membres des forces armées et plusieurs magnats de la presse, et a permis la restitution de plusieurs millions aux citoyens péruviens.

D'après José Ugaz de Proética, la section de TI au Pérou, « Le travail d'enquête du Dr. Magallanes Cortez l'a amenée à poursuivre en justice un gouvernement qui utilisait la disparition et le meurtre pour réprimer les dissidents. Le Dr. Magallanes est un modèle d'intégrité, de courage et de professionnalisme. C'est un exemple pour des millions de Péruviens ». Dans une région par ailleurs en butte à des acteurs du secteur judiciaire médiocres et corrompus, elle est une source d'inspiration pour une nouvelle génération de juges et de procureurs.



6 PUBLICATIONS

Publications de TI en 2006



RAPPORT MONDIAL SUR LA CORRUPTION 2006

Le *Rapport mondial sur la corruption 2006* de Transparency International examine les effets accablants de la corruption dans le secteur de la santé, en termes de prestation de services essentiels et de vies humaines. Il analyse comment la corruption sape le combat contre le sida, compromet l'intégrité des pratiques marketing de l'industrie pharmaceutique et favorise la vente de médicaments contrefaits.

Les recommandations visant à renforcer la transparence dans le secteur de la santé comprennent l'adoption de codes de conduite et de règles sur les conflits d'intérêts, la formation à la lutte contre la corruption et un renforcement des contrôles. Par ailleurs, quarante-cinq rapports pays dressent le bilan de la situation en matière de corruption dans le monde. La section finale du *Rapport* est consacrée aux dernières découvertes empiriques sur la corruption et l'intégrité.

Pour la diffusion de ce *Rapport*, TI a visé en priorité les responsables des politiques sanitaires et autres responsables publics, ainsi que les administrateurs, médecins, infirmières et cadres de l'industrie pharmaceutique, pour s'assurer que ses recommandations touchent bien les personnes qui sont en mesure de faire changer les choses.

Le *Rapport mondial sur la corruption 2006* est disponible en anglais, en français et en espagnol.

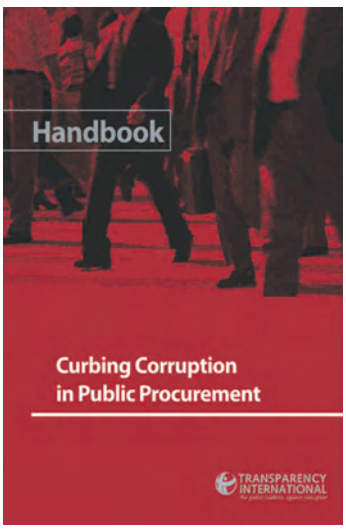
« Le dossier sur la santé de Transparency International est un signal d'alarme bienvenu, aussi bien pour les pays développés, qui se débattent avec l'emballement des coûts des soins de santé et un contrôle budgétaire de plus en plus impossible à mettre en œuvre, que pour les pays en développement, qui sont dévastés par des maladies qui peuvent être évitées et soignées ».

– The Lancet, 11 février 2006

MANUEL : ENDIGUER LA CORRUPTION DANS LES MARCHÉS PUBLICS

Le *Handbook : Curbing Corruption in Public Procurement 2006 (Manuel : Endiguer la corruption dans les marchés publics)* est un guide pratique sur la promotion de la transparence et de la responsabilité dans les marchés publics, se basant sur des exemples réels de stratégies concluantes menées en Asie. C'est le fruit d'un projet mené pendant deux ans par les sections nationales en **Indonésie**, en **Malaisie** et au **Pakistan**. Ce projet impliquait une collaboration avec les pouvoirs publics et les différents acteurs locaux pour dresser la carte des risques de corruption et organiser des formations de renforcement des compétences pour les différentes parties intéressées.

Ce manuel a été publié en anglais, en indonésien et en chinois et diffusé auprès des intervenants impliqués dans les marchés publics, administrateurs scolaires, bibliothèques, organisations de la société civile, organismes d'aide humanitaire, institutions multilatérales de développement, organismes bailleurs de fonds et ministres du développement dans plus de 100 pays.



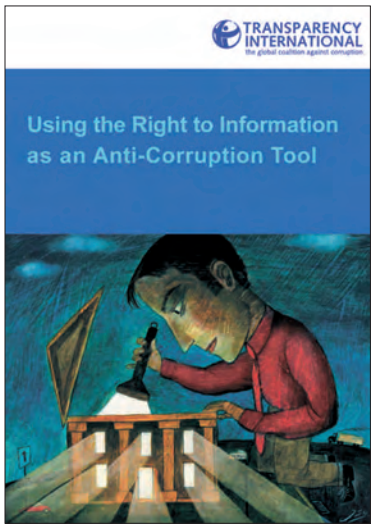
CARTE DES RISQUES DE CORRUPTION DANS L'ACTION HUMANITAIRE

Pour déterminer la difficulté de prévenir la corruption dans l'aide humanitaire, TI a contribué à ce rapport très détaillé, qui dresse la carte et analyse les risques de corruption dans les missions d'aide d'urgence. Cet ouvrage aide les acteurs humanitaires à diagnostiquer les risques, grâce à une « carte des risques de corruption », et se fonde en partie sur les entretiens récoltés auprès du personnel d'organisations humanitaires intervenu en situation de catastrophe naturelle ou de guerre civile. Les entretiens ont été réalisés par l'Overseas Development Institute (ODI) et par les sections de TI au **Bangladesh**, en **Bosnie-Herzégovine**, au **Burundi**, au **Guatemala**, en **Indonésie**, au **Kenya**, au **Niger**, au **Pakistan**, en **Sierra Leone** et en **Zambie**.

Cet ouvrage a été publié conjointement par TI, l'ODI et l'Institut Christian Michelsen.

UTILISER LE DROIT À L'INFORMATION COMME OUTIL DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le document *Using the Right to Information as an Anti-corruption Tool (Utiliser le droit à l'information comme outil de lutte contre la corruption)* est un guide pratique pour aider les citoyens ordinaires à militer pour une plus grande transparence, grâce aux lois sur la liberté de l'information. Basé sur les leçons tirées des programmes d'accès à l'information menés par les sections nationales en **Bosnie-Herzégovine**, en **Croatie** et en **Serbie** et financé par l'Open Society Institute, cet ouvrage propose des idées de contrôle du respect des lois sur l'accès à l'information et d'actions de plaidoyer en faveur de leur harmonisation avec les normes européennes. Rendu public à l'occasion de la Journée internationale du droit de savoir, ce guide a été diffusé auprès du Réseau des défenseurs de la liberté de l'information (FOIANet).



Les publications de TI sont disponibles gratuitement au format pdf sur le site Internet de TI : www.transparency.org/publications.

COLLECTION RÉGIONALE SUR LES CONVENTIONS CONTRE LA CORRUPTION

• LES CONVENTIONS CONTRE LA CORRUPTION AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUEDU NORD

Dans le cadre d'une collection régionale sur le travail de la société civile lié aux conventions contre la corruption, TI a publié un ouvrage intitulé*Conventions contre la corruption au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Que peut faire la société civile pour qu'elles fonctionnent ?*, en vue d'aider les acteurs de la société civile à mieux comprendre, promouvoir et surveiller l'application des conventions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. L'ouvrage est devenu le principal manuel de référence pour établir des principes de lutte contre la corruption dans cette région.



• LES CONVENTIONS CONTRE LA CORRUPTION DANS LES AMÉRIQUES

Pièce majeure de cette même série, la publication de TI intitulée *Anti-Corruption Conventions in the Americas: What Civil Society Can Do to Make Them Work* porte essentiellement sur la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) et la Convention interaméricaine de l'Organisation des Etats Américains contre la corruption et explique comment et pourquoi elles doivent être ratifiées. Elle explique également comment la société civile peut suivre ces conventions pour garantir leur application.

• LES CONVENTIONS CONTRE LA CORRUPTION EN AFRIQUE

Ce volume de la série porte sur les deux principales conventions applicables en Afrique : la Convention de l'Union Africaine et la CNUCC. Il délimite leur champ d'application, explique comment et pourquoi promouvoir leur ratification et leur application au niveau national, et leur surveillance au niveau intergouvernemental, et propose des solutions de suivi par la société civile. Les conclusions de ce manuel sont le fruit d'un projet de renforcement des capacités parmi les sections et partenaires d'Afrique de l'Ouest dans neuf pays francophones, parmi lesquels TI **Bénin**, TI **Niger** et TI **Sénégal**, grâce au financement de l'Union Européenne et de l'Agence Canadienne de Développement International.

7 INFORMATIONS FINANCIÈRES

Merci beaucoup pour votre contribution !

GOUVERNEMENTS, ORGANISATIONS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET FONDATIONS

500 000 € ou plus
Agence canadienne de développement international (ACDI)
Département pour le développement international (DFID), Royaume-Uni
Commission Européenne
Ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)
Ministère des Affaires étrangères de Finlande
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
Ministère Royal danois des Affaires étrangères (DANIDA)

Entre 200 000 € et 499 999 €
Agence australienne pour le développement international (AusAID)
Agence norvégienne de coopération au développement (NORAD)
Agence suédoise pour le développement international (SIDA)
Direction suisse du développement et de la coopération (DDC)
Gouvernement du Guatemala, pour la CILC

Entre 50 000 € et 199 999 €
AVINA Group, Suisse
Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI)
Institut Christian Michelsen (CMI), Norvège
Irish Aid, Irlande
Ministère fédéral des Affaires étrangères, Allemagne
Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCO), Royaume-Uni
OSI Development Foundation, Suisse
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Starr Foundation, Etats-Unis

Entre 10 000 € et 49 999 €
Banque interaméricaine de développement (BID)
Carter Center, Etats-Unis
Fondation des Nations Unies
Hunter White, Etats-Unis
Ministère des Affaires étrangères de Norvège
Office national du développement hongrois
Stockholm International Water Institute, Suède



Photo: Che Chapman

Vous pouvez faire la différence!

POURQUOI JE SOUTIENS TI

En suivant la situation politique dans mon pays, j'ai réalisé que la transparence, l'accès à l'information et le débat public étaient essentiels pour garantir la démocratie et le progrès équilibré à travers le monde. Après avoir entendu parler de Transparency International (TI), je suis allé y voir de plus près et j'ai constaté que cette organisation est au contact de la population et se soucie réellement de sa mission. Je ne peux pas mettre beaucoup d'argent de côté mais cette mission est suffisamment importante pour faire quelques sacrifices, parce que je vis les effets de la corruption chaque jour.

J'espère que, grâce à ma contribution, d'autres pourront réaliser que faire un don à une organisation comme TI, c'est rendre quelque chose à la communauté. Et si mon argent contribue à endiguer la corruption, alors, en vérité, c'est à moi que je rends service. Naturellement, j'exigerai que TI respecte les plus hauts principes d'intégrité et fasse preuve de la plus grande compétence et de la plus grande transparence, car la transparence et la démocratie sont capitales dans une organisation sans but lucratif.

– Francisco G. Nóbrega, Brésil

Merci de vous reporter aux Comptes vérifiés 2006 pour connaître la ventilation détaillée des contributions versées à TI. La classification par titre correspond aux sommes enregistrées comme recettes dans le rapport financier de l'année 2006.

LES ENTREPRISES INTERNATIONALES DERRIERE TRANSPARENCY INTERNATIONAL

TI cherche à mobiliser tous les secteurs de la société pour lutter contre la corruption. Ses efforts ont été récompensés par le soutien croissant du secteur privé. Les sociétés ci-dessous participent à l'initiative Global Corporations for Transparency International (GCTI – Entreprises internationales derrière Transparency International) et nous soutiennent à hauteur de 50 000 € ou plus par an. TI les remercie sincèrement pour leur soutien en 2006.

Anglo American, Ernst & Young, ExxonMobil, General Electric, Merck & Co., Nexen, Norsk Hydro, Procter & Gamble, SAP, Shell International, UBS, Wal-Mart.

TI exprime aussi sa reconnaissance aux sociétés Ernst & Young et SAP pour leur généreuse contribution, au-delà de leur soutien dans le cadre de l'initiative GCTI.

AUTRE BAILLEURS DE FONDS DU SECTEUR PRIVÉ

Credit Suisse, HSBC Holdings, KPMG, Legatum Global Development, XL Capital.

PARTICIPANTS IMPLIQUÉS DANS LES PROJETS MENÉS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Les organisations ci-dessous ont participé aux projets de TI dans le secteur privé en 2006 : ABB, Amanco, BP, Calvert, Center for International Private Enterprise (CIPE), Consolidated Contractors, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), F&C Asset Management, Fluor Corporation, Halcrow Group, Hilti Corporation, IFIA, Pfizer, PricewaterhouseCoopers, Rio Tinto, SGS, Sika, Skanska, SNC Lavalin, TRACE.

« Nos bailleurs de fonds – particuliers, fondations, gouvernements, organismes internationaux et entreprises – jouent un rôle central dans la lutte contre la corruption. Par leur vision et leur générosité, ils ont pris acte que notre combat s'inscrit dans la durée et leur engagement constant à nos côtés nous donne la force de relever les défis à venir. Nous les remercions chaleureusement de leur soutien ».

– Huguette Labelle, Présidente de TI

PARTICULIERS ET AUTRES BAILLEURS DE FONDS

TI exprime sa reconnaissance pour les généreuses contributions de : William F. Biggs, Deutsches Institut für interne Revision, Banque européenne d'investissement (BEI), Hartmut Fischer, Ministère français des Affaires Etrangères, Gemeinnützige Genossenschaft zum Aufbau der Freien Waldorfschule, Gary Geoghegan, Coopération technique allemande (GTZ), Arnesto Goncalves Segredo, George Gund III, K-Pact Council (Corée du Sud), Per Skalen, Banque Mondiale (BIRD), Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et Bettina von Bogen.

Transparency International exprime toute sa reconnaissance à tous ceux qui ont versé jusqu'à 1 000 € en 2006 et aux nombreuses personnes et organisations qui ont offert leurs services bénévoles et pro bono. TI remercie le cabinet juridique Kanzlei Nieber & Winkler pour ses conseils juridiques.

TI remercie également le cabinet Covington and Burling pour la générosité dont il a fait preuve en fournissant une assistance juridique pro bono tout au long de l'année 2006.

Faire un don

Le soutien apporté à TI par des particuliers est extrêmement précieux. Si vous souhaitez soutenir le mouvement de lutte contre la corruption, vous pouvez faire un don à TI par carte de crédit ou virement bancaire.

EN LIGNE

Pour faire un don à TI sur Internet à l'aide de votre carte VISA ou Mastercard, rendez-vous sur la page sécurisée **www.transparency.org/donate**

VIREMENTS BANCAIRES

Si vous souhaitez faire un don à TI par virement bancaire, merci d'utiliser les coordonnées bancaires ci-dessous :

Pour les dons en euros
Numéro de compte : 09 33 21 45 00

Pour les dons en dollars américains
Numéro de compte : 09 33 21 45 00 / 400

Pour les dons en livres sterling
Numéro de compte : 09 33 21 45 00 / 006

Titulaire du compte
Transparency International e. V.

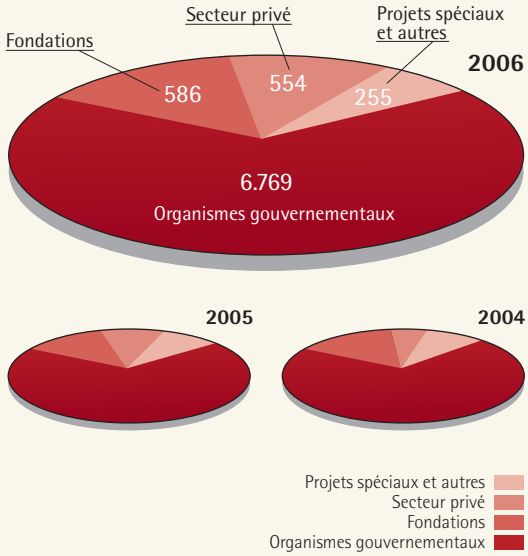
Nom de l'institut bancaire :
Dresdner Bank AG
Code bancaire : 100 800 00
Code SWIFT : DRES DE BB
IBAN : DE64 1008 0000 0933 2145 00
Adresse de l'institut bancaire :
Pariser Platz 6, 10117 Berlin, Allemagne

Pour envisager d'autres moyens de soutenir TI, par exemple par le don d'actions, ou pour en savoir plus sur le **Fonds de dotation de TI**, veuillez contacter :
Patrick Mahassen
Directeur des Ressources
Téléphone: +49 30 3438 2039
E-mail: pmahassen@transparency.org

Rapport financier

D'OÙ VIENT L'ARGENT

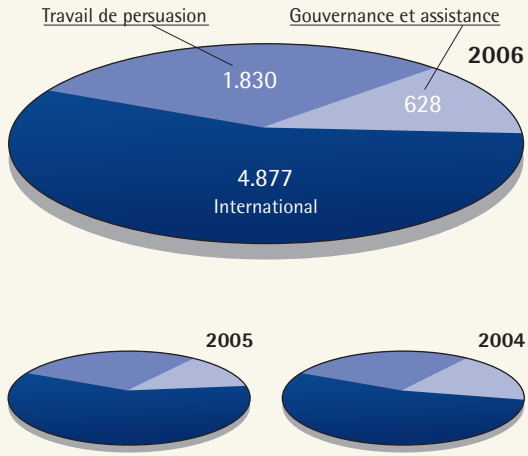
RECETTES	2006	2005	2004
Organismes gouvernementaux	6.769	5.692	4.976
Fondations	586	512	819
Secteur privé	554	523	325
Projets spéciaux et autres	255	341	380
TOTAL DES RECETTES	8.164	7.068	6.500



Les « projets spéciaux » comprennent la participation de TI à la Conférence internationale bisannuelle de lutte contre la corruption (CILC).

OÙ VA L'ARGENT

DÉPENSES	2006	2005	2004
International			
Programmes mondiaux	1.062	782	745
Amériques	704	516	655
Afrique et Moyen-Orient	1.023	1.244	1.069
Asie-Pacifique	962	621	365
Europe et Asie Centrale	1.126	814	1.324
	4.877	**3.977**	**4.158**
Travail de persuasion			
Stratégie et recherche	788	515	533
Communications	803	1.174	1.079
Projets spéciaux et autres	239	188	101
	1.830	**1.877**	**1.713**
Gouvernance et assistance	**628**	**442**	**477**
Total des défences	**7.335**	**6.296**	**6.348**
Déblocage de fonds de la Réserve du réseau	**-13**		
Provisions déterminées	**843**	**772**	**152**
TOTAL	**8.151**	**7.068**	**6.500**



Transparency International e.V. (TI) est une association à but non lucratif immatriculée à Berlin, en Allemagne. Conformément à ses statuts, TI exerce ses activités à des fins exclusivement caritatives et est exonérée d'impôts. Les comptes vérifiés de TI sont disponibles sur son site Internet : **www.transparency.org**

ENTREZ EN CONTACT AVEC LE RÉSEAU MONDIAL DE TI A – E

PAYS OU TERRITOIRES OÙ TI EST PRÉSENT

Afrique du Sud
Transparency South Africa
PO Box 31 471
114 Rissik Street
Braamfontein, Gauteng Province 2017
Johannesburg, Afrique du Sud

M. Hassen Lorgat
Téléphone + 27 11 403 7746
Fax + 27 11 403 4966
hlorgat@sangoco.org.za
www.tisa.org.za

Albanie
Citizens Advocacy Office Bldg. "Gjergj Fishta"
Project 2000, Kulla 5, Nr. 6
Tirana, Albania

M. Kreshnik Spanin, Administrateur
Téléphone + 355 4 267 457 / + 355 4 253 999
leginet@albaniaonline.net

Algérie
Association Algérienne
de Lutte contre la Corruption
Centre Familial de Ben Aknoun
16 Alger, Algérie

Contact téléphonique via le
Secrétariat de TI
Téléphone + 49 30 34 38 20 0
aaccalgerie@yahoo.fr

Allemagne
Transparency International Deutschland
Alte Schönhauser Str. 44
D- 10119 Berlin, Allemagne

Dr Hansjörg Elshorst, Président
Dr Christian Humborg, Directeur Général
Téléphone + 49 30 549 898 0
Fax + 49 30 5498 9822
office@transparency.de
www.transparency.de

Argentine
Poder Ciudadano, Piedras 547 "2"
Buenos Aires 1070AAJ, Argentine

M. Carlos José María Facal, Président
Mme Laura Alonso, Directrice Exécutive
Mme Julieta Arias, Coordinatrice
Téléphone/ Fax + 54 11 4331 4925
laura@poderciudadano.org
julieta@poderciudadano.org
www.poderciudadano.org

Arménie
Center for Regional Development /
Transparency International Armenia
5 Nalbandyan Street, Suite # 35 and 38
Yerevan, 0010, Arménie

Mme Amalia Kostanyan, Présidente
Mme Sona Ayvazyan, Directrice Exécutive
Mme Nara Arzumanyan, Coordinatrice de projets
Téléphone + 374 1 585 578 / + 374 1 526 914
Fax + 374 1 585 578
crd@transparency.am
www.transparency.am

Australie
Transparency International Australia
P.O. Box 41, Blackburn South
VIC 3130, Australie

M. Michael Ahrens
Téléphone/ Fax + 61 29389 5930
tioz@transparency.org.au
www.transparency.org.au

Autriche
TI Austria
c/o Dallmann & Juranek
Gushausstrasse 2
1040 Wien, Autriche

Dr. Eva Geiblinger, Présidente
office@ti-austria.at
www.ti-austria.at

Azerbaïdjan
Transparency Azerbaijan
J. Jabbarli Street 16, flat 7
Baku 370 065, Azerbaïdjan

Mme Rena Safaralieva, Directrice Exécutive
Téléphone + 994 12 418 11 09
Téléphone/ Fax + 994 12 596 20 38
rena@transparency-az.org
transpaz@azeronline.com
www.transparency-az.org

Bahreïn
Bahrain Transparency Society (BTS)
PO Box 30174, Duraz, Bahreïn

Dr. Jasim Al-Ajmi
Téléphone + 973 3 9444 284
nawaf1@batelco.com.bh

Bangladesh
Transparency International Bangladesh
Progress Tower (5th & 6th floors)
House # 1 Road # 23, Gulshan-1
Dhaka – 1212, Bangladesh

M. Iftekhar Zaman, Directeur Exécutif
Téléphone/ Fax + 880 2 988 4811
Téléphone + 880 2 882 6036
edtib@ti-bangladesh.org
www.ti-bangladesh.org

Belgique
Transparency International Belgium
Mr. Vincent Verhoestraete
c/o Willkie Farr & Gallagher
Av. Louise 480 3b,1050 Brussels, Belgique

M. François Vincke, Administrateur
Mme Nanyi Kaluma, Administratrice
Téléphone + 32 2 290 1820
Fax + 32 2 290 1821

Bénin
Transparency International Benin
08 BP 230, Tri Postal, Cotonou, Bénin

M. Adrien Ahanhanzo Glele
Téléphone + 29 95 06 66 61
Fax + 229 30 49 95

Bosnie-Herzégovine
Transparency International
Bosnia and Herzegovina
Gajeva 2, 78000 Banja Luka, RS
Bosnie-Herzégovine

M. Boris Divjak, Administrateur
Mme Aleksandra Martinovic, Directrice Exécutive
Téléphone/Fax + 38751 216 369
info@ti-bih.org
www.ti-bih.org

Botswana
Transparency International Botswana (TIBOT)
UNI-Span Building, Lot 54,
Gaborone International
Commerce Park, Gaborone, Botswana

Téléphone/Fax + 267 391 97 44
tibot@info.bw

Brésil
Transparencia Brasil
Rula Francisco Leitao 339,
cj. 122, 05414-025 Sao Paulo (SP), Brésil

M. Cláudio Weber Abramo, Directeur Exécutif
Téléphone/ Fax + 55 11 3062 3436
+ 55 11 3062 3475
tbrasil@transparencia.org.br
www.transparencia.org.br

Bulgarie
Transparency International Bulgaria
3 Bistriza Str., 4th Floor, Sofia 1000, Bulgarie

Dr. Ognyan Minchev
Mme Diana Kovatcheva, Directrice Exécutive
Téléphone + 359 2 986 7920
Fax + 359 2-986 7713
mbox@transparency-bg.org
www.transparency-bg.org

Burundi
ABUCO
Avenue du 28 Novembre No 4611/C
Bujumbura, Burundi

M. Nestor Bikorimana
Téléphone + 257 237 686

Cameroun
TI Cameroon
BP 307, Rue de Narvick
Yaounde, Cameroon

Mr Leopold Nzeusseu, Executive Director
Phone + 237 222 45 05
ticameroon@yahoo.fr
www.ti-cameroon.org

Canada
Transparency International Canada
c/o Business Ethics Office
Room N211, SSB
York University, 4700 Keele Street
Toronto, Ontario M3J 1P3 Canada

Mme Clare Bonnell, Présidente
Mme Bronwyn Best, Coordinatrice nationale
Téléphone + 1 416 488 3939
Fax + 1 416 483 5128
ti-can@transparency.ca
www.transparency.ca

Chili
Chile Transparente
Av. Providencia 337 oficina 7 segundo piso
Providencia, Santiago, Chili

M. Davor Harasic, Président
Téléphone + 56 2 6 96 24 55
Fax + 56 2 6 71 13 57
dharasic@chiletransparente.cl
M. Cristobal Tello, Directeur Exécutif
Téléphone + 56 2 2 74 36 27
ctello@chiletransparente.cl
chiletransparente@chiletransparente.cl
www.chiletransparente.cl

Chine
Anti Corruption and Governance
Research Center
School of Public Policy and Management
Tsinghua University, Beijing 100084, Chine
Téléphone/ Fax + 86 10 6277 2999
chengwenhao@tsinghua.edu.cn
lianzheng@tsinghua.edu.cn

Colombie
Transparencia por Colombia
Calle 92 No. 16-30, Piso 5, Bogota D.C.,
Colombie

Mme Margareth Flórez, Directrice Exécutive
Téléphone + 57 1 622 6562
Fax + 57 1 531 1114
transparencia@transparenciacolombia.org.co
www.transparenciacolombia.org.co

Corée (du Sud)
Transparency International Korea (South)
175-138 Gongdeok-dong,
Mapo-Gu, Seoul 121-802, Corée du Sud

M. Geo-Sung Kim,
Membre du Conseil d'administration
gs@ti.or.kr

M. Sung-Goo Kang, Secrétaire Général
sgk@ti.or.kr

Rev. Sang-Keun Kim
Président du Conseil d'administration
Téléphone + 82 2 717 6211
Fax + 82 2 717 6210
ti@ti.or.kr

Croatie
TI Croatia (TI Hrvatska)
Mrazoviceva 9, 10 000 Zagreb, Croatie

Mme Violeta Liovic, Directrice Exécutive
M. Zorislav Antun Petrovic, Président
Téléphone + 385 1 4871 560
Téléphone/ Fax + 385 1 4871 561
ti-croatia@transparency.hr
www.transparency.hr

Danemark
Transparency International Denmark
c/o Torben Ishøy
Elmevænget 10
2880 Bagsværd, Danemark

M. Torben Ishøy, Président
sekretariatet@transparency.dk
M. Jens Berthelsen, Vice-président
Téléphone + 45 60 89 95 69
jberthelsen@transparency.dk
www.transparency.dk

Equateur
Corporación Latinoamericana para el
desarrollo, Vivanco, P.O. Box 17-12-00609
Juan Ramírez N 35-10 and Germán Alemán
Quito, Equateur
cld@cld.org.ec

M. Andrés Tobar, Directeur adjoint
Téléphone + 593 22 468 227
+ 593 22 259 031
+ 593 22 468 212
Fax + 593 22 468 229
Mme María del Carmen Lara
Téléphone + 593 22 468 229
mlara@cld.org.ec
www.cld.org.ec

LE RÉSEAU MONDIAL DE TI :
- Section nationale
- Section nationale en formation
- Contact national

Pour connaître la politique d'accréditation de TI, voir page 32

ENTREZ EN CONTACT AVEC LE RÉSEAU MONDIAL DE TI E – K

PAYS OU TERRITOIRES OÙ TI EST PRÉSENT

▲ Espagne
Transparency International España
Fundación José Ortega y Gasset
Calle Fortuny, 53, 28010 Madrid, Espagne
M. Jesús Lizcano, Président
Téléphone + 34 91 700 41 05
Fax + 34 91 365 51 69
transparency.spain@transparencia.org.es
www.transparencia.org.es

■ Estonie
TI Estonia (Corruption-free Estonia)
c/o Jaan Tõnisson Institute
Pärnu mnt 67, 10135 Tallinn, Estonie
M. Aitel Käpp
Directeur Exécutif
Téléphone + 372 566 81 768
kve@jti.ee

■ Etats-Unis d'Amérique
Transparency International USA
1023 15th Street, NW
Suite 300, Washington, DC 20005 USA
Mme Nancy Boswell, Directrice Générale
Téléphone + 1 202 589 1616
Fax + 1 202 589 1512
transparency@transparency-usa.org
www.transparency-usa.org

● Ethiopie
TIRAT
Media and Communications Centre (MCC)
Addis Ababa, Ethiopie
M. Amare Aregawi
Téléphone + 251 1 43 1506 / + 251 1 421 517
amarearegawi@hotmail.com
mcc@telecom.net.et

▲ Finlande
TI Finland
c/o Karin Furstenborg
Matinraitti 7 H 81
02230 Espoo, Finlande
info@transparency.fi
Mme Leila Mustanoja, Vice-présidente
Mme Karin Furstenborg,
Membre du Conseil d'administration
Portable + 358 50 461 7013
leila.mustanoja@transparency.fi
leila.mustanoja@pp.inet.fi
karin.furstenborg@transparency.fi
www.transparency.fi

■ France
Transparence-International France
2 bis rue de Villiers
92 300 Levallois-Perret, France
M. Daniel Lebègue, Président
Téléphone + 33 1 47 58 82 08
transparence@online.fr
www.transparence-france.org

■ Géorgie
Transparency International Georgia
26, Rustaveli Ave
0108, Tbilisi, Géorgie
Mme Tamuna Karosanidze, Directrice Exécutive
Téléphone + 995 32 92 14 03
+ 995 32 93 21 29
+ 995 32-99 93 35
Fax + 995 32 92 14 03
info@transparency.ge
www.transparency.ge

■ Ghana
Ghana Integrity Initiative
H/No. F 848B Adzoatse St. Osu
Private Mail Bag, CT 317, Cantonments
Accra, Ghana
Mme Audrey Gadzekpo, Présidente
Téléphone + 233 21 78 23 64
tighana@4u.com.gh
www.tighana.org

■ Grèce
Transparency International Greece/Diethnis
Diafaneia-Hellas
5-7, Efroniou St., 11634 Athens, Grèce
M. Aris (Aristomenis) M. Syngros,
Directeur Général
asyngros@hol.gr
Mme Margarita Harrisy, TI Greece – Secrétariat
Téléphone + 30 210 722 4940
Fax + 30 210 722 4947
tihellas@otenet.gr
www.transparency.gr

▲ Guatemala
Acción Ciudadana
Avenida La Reforma 12-01, Zona 10
Edificio Reforma Montúfar, Nivel 17
Ciudad de Guatemala C.A. 01010
Guatemala
M. Manfredo Marroquin,
Directeur Exécutif
Téléphone + 502 331 7566
Fax + 502 331 7576
acciongt@intelnet.net.gt
www.accionciudadana.org.gt

● Guinée
Association Guineene pour la transparence
M. Mamadou Taran Diallo
Téléphone + 224 11 254 195
mtaran2@yahoo.fr

■ Haïti
La Fondation Héritage pour Haïti (LFHH)
Le Centre pour l'Ethique et l'Intégrité
Publique et Privée
Boîte Postale 16136, Petion Ville
Haiti HT 6140, West Indies
Mme Marilyn Allien
Téléphone/ Fax + 509 513 7089
marilynallien@yahoo.com
heritagehaiti@yahoo.com

● Hongrie
c/o Environmental Management
& Law Association
H-1079 Garay u. 29-31
Budapest, Hongrie
Mme Noemi Alexa,
Membre du Conseil d'administration
Téléphone + 36 20 422 8584
Fax + 36 1 352 9925
coordinator@transparency.hu
www.transparency.hu

■ Ile Maurice
Transparency Mauritius
Talipot Lane
73 Botanical Gardens St
Curepipe, Ile Maurice
Mme Manda Boollell
transparency@intnet.mu
http://transparencymauritius.intnet.mu

■ Iles Fidji
Transparency International Fiji
1-9 Victoria Parade
P.O. Box 12642, Suva, Iles Fidji
M. Apenisa Naigulevu, Directeur Exécutif
Téléphone + 679 330 4702
Fax + 679 330 3530
executiveofficer@transparencyfiji.org
www.transparencyfiji.org

▲ Iles Salomon
Transparency Solomon Islands
PO Box 1665,
Honiara, Iles Salomon
M. Joses Tuhanuku, Directeur Exécutif
Téléphone/ Fax + 677 28319
transparency.si@gmail.com
www.transparency.si

■ Inde
Transparency International India
Balwantray Mehta Vidya Bhawan-ASMA,
G. K. Part II,
New Delhi 48, Inde
Dr S.K. Agarwal
Téléphone + 91 11 2922 4519
Fax + 91 11 2646 8025
tiindia@gmail.com
www.tiindia.in

■ Indonésie
Transparency International Indonesia
Jalan Senayan Bawah No. 17
Jakarta 12180, Indonésie
M. Rezki Wibowo
Directeur Exécutif adjoint
Téléphone + 62 21 720 8515
Fax + 62 21 726 7815
rwibowo@ti.or.id

■ Irlande
TI Ireland
School of Business, Trinity College
University of Dublin, Dublin 2, Irlande
M. John Devitt, Directeur Général
Téléphone + 353 1 896 3705
jkdevitt@transparency.ie
info@transparency.ie
www.transparency.ie

■ Israël
SHVIL (Transparency International - TI) Israel
Tel Aviv University, Faculty of Management
Tel Aviv 69978, Israël
Mme Susanne Tam, Directrice Générale
Téléphone/Fax + 972 3 640 9176
ceo@ti-israel.org
shvil@ti-israel.org
www.ti-israel.org

■ Italie
Transparency International Italia
Via Zamagna 19
20148 Milano, Italie
Mme Maria Teresa Brassiolo, Présidente
Téléphone + 39 02 4009 3560
Fax + 39 02 406829
info@transparency.it
www.transparency.it

■ Japon
Transparency International Japan
10-1, San-ei-cho, Shinjuku-ku
Tokyo 160-0008
Hashizume Bdg.2F, Japon
M. Tatsuro Kuroda, Directeur Général
Téléphone + 81 3 5368 1691
Fax + 81 3 5368 1692
information@ti-j.org
www.ti-j.org/

▲ Jordanie
Jordan Transparency Forum
P.O. Box 81545, Amman, Jordanie
M. Basem Sakijha
Téléphone + 962 6 465 66 94
Fax + 962 6 495 66 93
basem@nol.com.jo

■ Kazakhstan
Transparency Kazakhstan
c/o Civic Foundation "Interlegal"
83 Gagarin Ave., Office 13
480009 Almaty, Kazakhstan
M. Sergey Zlotnikov, Directeur
Téléphone/ Fax + 7 3272 775 150
transparency.kz@nursat.kz
legal@lic.almaty.kz
www.transparencykazakhstan.org

■ Kenya
Transparency International Kenya
(membership temporarily suspended)
PO Box 198
00200 City Square, Nairobi, Kenya
Mme Lisa Karanja, Directrice adjointe
Téléphone + 254 20 27 277-63 / -65
Fax + 254 2 72 95 30
transparency@tikenya.org
www.tikenya.org

▲ Kirghizistan
Future without Corruption / TI Kyrgyzstan
Molodaya Gvardia 27, Floor 3
Bishkek, Kirghizistan
Mme Aigul Akmatjanova, Directrice Exécutive
Téléphone/ Fax + 996 312 65 59 21
Mobile + 996 50 23 40263
fwc-ti@elcat.kg
www.transparency.kg

● Koweït
Kuwait Transparency Society
Airport Street, Block 4
Al-Yarmouk, Koweït
M. Salah Al-Shammari
Téléphone + 965 963 71 65
kuwait_abc@yahoo.com

LE RÉSEAU MONDIAL DE TI :
■ Section nationale
▲ Section nationale en formation
● Contact national

Pour connaître la politique d'accréditation de TI, voir page 32

ENTREZ EN CONTACT AVEC LE RÉSEAU MONDIAL DE TI L – R

PAYS OU TERRITOIRES OÙ TI EST PRÉSENT

Latvia
TI-Latvia DELNA
Bruòinieku iela 27 - 38
LV1001 Riga, Latvia

Mr Roberts Putnis, Chair
Phone + 371 7285585
Fax + 371 7285584
TI@delna.lv
www.transparency.kg

Liban
The Lebanese Transparency Association
Bank El-Rif Square, Baaklini Center, 4th Floor
P.O. Box 50-552, Ain El Remmaneh, Baabda
Liban

Téléphone + 961 1 293 045
+ 961 1 282 238
Fax + 961 1 293 045
info@transparency-lebanon.org
www.transparency-lebanon.org

Lituanie
Transparency International Lithuania
Didzioji str. 5-311
01128 Vilnius, Lituanie

M. Rytis Juozapavicius
Directeur Exécutif
Téléphone + 370 5 212 6951
Fax + 370 5 212 1687
rytis@transparency.lt
www.transparency.lt

Madagascar
Transparency International Initiative Madagascar
Lot II M 98 B (2e étage) – Antsakaviro
101 Antananarivo, Madagascar

Mme Yveline Rakotondramboa, Présidente
Téléphone + 261 20 226 5357
transparency.mg@wanadoo.mg

Malaisie
The Malaysian Society for Transparency & Integrity (TI Malaysia)
Level 27, Wisma Tun Sambathan
Jalan Sultan Sulaiman
50000 Kuala Lumpur, Malaisie

Téléphone + 603 2273 8581
Fax + 603 2711 8917
admin@transparency.org.my
www.transparency.org.my

Maroc
Transparence Maroc
24 Blvd de Khouribga, 3e étage
Casablanca 20 000, Maroc

M. Azzedine Akesbi, Secrétaire Général
Téléphone + 212 22 542 699
Fax + 212 22 451 391
transparency@menara.ma
www.transparencymaroc.org

Mexique
Transparencia Mexicana
Dulce Olivia 73
Colonia Villa Coyoacán
México, DF, 04000, Mexique

M. Federico Reyes Heroles, Président
M. Eduardo A. Bohórquez, Directeur Exécutif
Mme Michelle del Campo
Téléphone/ Fax + 52 55 5659 4714
mdelcampo@tm.org.mx
info@tm.org.mx
www.transparenciamexicana.org.mx

Moldavie
Transparency International Moldova
31-August Str., office 204
MD-2004, Chisinau, Moldavie

Mme Lilia Carasciuc, Directrice Exécutive
Téléphone + 373 22 203 485
Fax + 373 22 237 876
office@transparency.md
www.transparency.md

▲ Mongolie
TI Mongolia
Erhu str, 5, Democratic Union building, #6
Ulan Bator, Mongolie

M. Sumati Luvsandendev, Président
Téléphone + 976 11 35 05 43
sumati@santmaral.mn
ti-mongolia@magicnet.mn

Népal
Transparency International Nepal
P.O. Box 11486
New Plaza Putalisadak
Kathmandu, Népal

M. Ashish Thapa
Téléphone + 977 1 436 462
Fax + 977 1 4420 412
trans@tinepal.org

▲ Nicaragua
Grupo Cívico Etica y Transparencia
Reparto San Juan, Hotel Brand
30 mts. al sur, Casa # 300, or
de la Zona Hippos, 1c. al sur, 1c. abajo
Managua, Nicaragua

M. Roberto Courtney
M. Heriberto Herrera
eyt@ibw.com.ni
www.eyt.org.ni

Niger
Association Nigérienne de lutte contre la Corruption
ANLC. BP 10423
Niamey, Niger

Mme Aissata Bagnan Fall, Présidente
Téléphone + 227 20 733 181
Fax + 227 20 740 461
anlc-ti@intnet.ne

Nigeria
Transparency International Nigeria
Plot 1269 Arthur Unegbe
Suite No. 206 Second Floor
Area 11 GARKI, Abuja, Nigeria

M. H. Asobie, Président
Téléphone + 234 9 3149355/6
tinnigeria@yahoo.com

Norvège
Transparency International Norway
Postal: PO Box 1385, Vika, 0114 Oslo, Norway
Physical: Dronning Maudsgt. 15, 6. etg,
Inngang i Ekspontfinans-bygget, Norvège

M. Jan Borgen, Directeur National
Mme Gro Skaaren-Fystro, Conseillère
Téléphone + 47 2283 4800
Fax + 47 2201 2202
jborgen2@online.no
gskaaren@online.no
www.transparency.no

Nouvelle-Zélande
Transparency International New Zealand
PO Box 5248, Lambton Quay
Wellington, Nouvelle-Zélande

M. Shane Cave, Directeur Exécutif
Téléphone + 64 4 496 9625
tinz@paradise.net.nz

Ouganda
Transparency Uganda
P.O. Box 24335, Dewinton Road,
Kampala, Ouganda

M. Charles Mubbale
Téléphone + 256-41 25 58 36
Fax + 256 41 23 60 50
mubbale@transparencyuganda.org

Pakistan
Transparency International Pakistan
5-C, 2nd Floor, Khayaban-e-Ittehad
Phase VII, D.H.A., Karachi, Pakistan

M. Syed Adil Gilani, Président
M. Saad Rashid, Directeur Exécutif
Téléphone + 92 21 580 3518
Fax + 92 21 455 9152
adil.gilani@gmail.com
www.transparency.org.pk

Panama
Fundación para la Libertad Ciudadana
Urbanización Nuevo Paitilla, Calle 59, Casa #25
810-266 Ciudad de Panamá 10, Panama

M. Roberto Eisenmann Jr, Président
M. Fernando Berguido, Vice-président
Mme Angélica Maytin Justiniani,
Directrice Exécutive
M. José Emilio Champsaur
Téléphone + 595 223 4120
+ 595 223 4122
+ 595 223 4124
Fax + 595 223 4125
TIpanama@cableonda.net
www.libertadciudadana.org

Papouasie-Nouvelle-Guinée
Transparency International Papua New Guinea
P.O. Box 591
Port Moresby, Papouasie-Nouvelle-Guinée

M. Michael Manning
Téléphone + 675 320 2188
Fax + 675 320 2189
tipng@daltron.com.pg
www.transparencypng.org.pg

Paraguay
Transparencia Paraguay
Defensa Nacional 849 c/ Padre Cardozo
3er. Piso, Ofic. 12, Asunción, Paraguay

Mme Maria del Pilar Callizo, Directrice Exécutive
Téléphone/ Fax +595-21 228 194
transpar@telesurf.com.py
administracion@transparencia.org.py
www.transparencia.org.py

▲ Pays-Bas
TI Netherlands
Haagsche Hof, Parkstraat 83
2514 JG 's Gravenhage, Pays-Bas

M. Gijs van der Mandele
Téléphone + 31 70 353 8280
Fax + 31 70 353 8333
gk@vandermandele.eu
www.transparencyinternational.nl

Pérou
Proética
Consejo Nacional para la Etica Pública
Manco Cápac 826
Miraflores, Lima 18, Pérou

Mme Cecilia Blondet
cblondet@proetica.org.pe
Mme Cecilia Lanzara
clanzara@proetica.org.pe
Téléphone + 511 446 8589
Fax + 511 446 8581
www.proetica.org.pe

Philippines
Transparency International Philippines
2nd Floor, UP WILOCI Bldg.
Manila Lions Road, Arroceros St.
Manila 1000, Philippines

Mme Dolores Español, Présidente
Téléphone + 63 2 527 0573
Fax + 63 2 871 9752
transparencyinternational_ph@yahoo.com
www.transparencyintl.org

Pologne
TI-Poland
ul. Ordynacka 9, lok. 33
00-364 Warsaw, Pologne

Mme Anna Urbanska, Présidente
Téléphone + 48 22 828 9244
Fax + 48 22 828 9243
ti@transparency.pl
www.transparency.pl

● République Dominicaine
Participación Ciudadana
Calle Wenceslao Alvarez No. 8
Santo Domingo,
République Dominicaine

M. Isidoro Santana
Coordinateur Général
Téléphone + 809 685 6200
Fax + 809 685 6631
i.santana@pciudadana.com
p.ciudadana@verizon.net.do
www.pciudadana.org

République Tchèque
Transparency International Czech Republic (TIC)
Politickych veznu 8
11000 Prague 8, République Tchèque

Mme Adriana Krnacova, Directrice Exécutive
Téléphone + 420 224 240 8957
krnacova@transparency.cz
www.transparency.cz

Roumanie
Asociatia Romana pentru Transparenta/
Transparency International Romania
Str. N. Balcescu, nr 21, etaj 2,
Sector 1 Bucuresti, Roumanie

M. Victor Alistar, Directeur Exécutif
Téléphone + 40 21 317 7170
Fax + 40 21 317 7172
office@transparency.org.ro
www.transparency.org.ro

LE RÉSEAU MONDIAL DE TI :
- Section nationale
- ▲ Section nationale en formation
- ● Contact national

Pour connaître la politique d'accréditation de TI, voir page 32

ENTREZ EN CONTACT AVEC LE RÉSEAU MONDIAL DE TI R – Z

PAYS OU TERRITOIRES OÙ TI EST PRÉSENT

Royaume-Uni
Transparency International UK
3rd Floor, Downstream Building
1 London Bridge, London SE1 9BG, RU

M. Laurence Cockcroft, Président

M. Chandrashekhar Krishnan,
Directeur Exécutif
Téléphone + 44 20 7785 6356
Fax + 44 20 7785 6355
chandrashekhar.krishnan@transparency.org.uk
info@transparency.org.uk
www.transparency.org.uk

Russie
Transparency International Russia
Nikoloyamskaya ul. 1
109189 Moscow, Russie

Mme Elena Panfilova, Directrice
Téléphone/ Fax + 7 095 915 0019
info@transparency.org.ru
www.transparency.org.ru

Sénégal
Forum Civil
Résidence Linguère Medina
40, Avenue El Hadji Malick Sy
B.P. 28.554, Dakar, Sénégal
forumcivil@orange.sn

M. Mouhamadou Mbodj
Téléphone + 221 842 40 44
+ 221 842 45 56
forumcivil@orange.sn
www.forumcivil.sn

Serbie
Transparency Serbia /
Transparentnost Srbija
Ulica 29. novembra. 36/I
11000 Beograd, Serbie

M. Nemanja Nenadic, Directeur Exécutif
Téléphone + 381 (0) 11 303 38 27
Fax + 381 (0) 11 322 81 96
ts@transparentnost.org.yu
www.transparentnost.org.yu

Slovaquie
Transparency International Slovakia
Bajkalská 25,
82718 Bratislava, Slovaquie

Mme Emília Sicáková-Beblavá, Présidente
Téléphone/ Fax + 421 2 53 41 72 07
ema@transparency.sk
www.transparency.sk

Sri Lanka
Transparency International Sri Lanka
28/1, Bullers Lane,
Colombo 07, Sri Lanka

M. J.C. Weliamuna, Directeur Exécutif
Téléphone + 94 11 250 14 74
Fax + 94 11 259 22 87
tisl@sltnet.lk
www.tisrilanka.org

Suède
Transparency International Sweden
Postal: Transparency International Sweden
c/o Föreningen Svenskar i Världen
Box 5501, SE-114 85 Stockholm, Sweden
Physical: Storgatan 19,
114 51 Stockholm, Suède

M. Örjan Berner, Président
Téléphone + 46 8 791 40 40
orjan.berner@sviv.se
info@transparency-se.org
www.transparency-se.org

Suisse
Transparency International Switzerland
Schwarztorstrasse 18
P.O. Box 8509, CH-3001 Bern, Suisse

Mme Anne Schwöbel, Directrice Générale

M. Anton Fritschi, Président
Téléphone + 41 31 382 3550
Fax + 41 31 382 5045
anton.n.fritschi@transparency.ch
info@transparency.ch
www.transparency.ch

▲ Taïwan
Department of Public Policy & Management
Shih-Hsin University
1, Lane 17, Sec. 1, Mu-cha Rd., Taipei, Taïwan

M. Weihua Chen, Directeur Administratif
Téléphone + 886 2 2236 8225
ext 3461/3462
Fax + 886 2 2236 3325
transparency@ti-taiwan.org
www.ti-taiwan.org

Territoires palestiniens
The Coalition for Accountability
and Integrity – AMAN
P.O. Box 69647, Jerusalem 95908

Dr Azmi Al Shuaibi, Coordinateur Général
M. Isam Hasan, Directeur Administratif
Téléphone + 972 2 298 9506
Fax + 972 2 297 4948
aman@aman-palestine.org
www.aman-palestine.org

Thaïlande
Transparency Thailand
118 Seri Thai Road, Klong Chan
Bangkapi, Bangkok 10240, Thaïlande

Dr Juree Vichit-Vadakan, Secrétaire Général
Téléphone + 662 377 7206
Fax + 662 374 7399
juree@cpcsnida.com
www.transparency-thailand.org/

Trinité-et-Tobago
The Trinidad & Tobago Transparency Institute
P.O. Box 6164, Upper Santa Cruz
Trinité-et-Tobago, W.I.

M. G. Boyd Reid, Secrétaire
Téléphone + 1 868 676 7793
Portable + 1 868 753 5421
boydreid@tstt.net.tt
ttti@tstt.net.tt

● Ukraine
NGO "Anticorruption Committee"
Predslavynska 29, office 1
Kyiv, Ukraine 03150

Mme Anna Yarova, Coordinatrice par intérim
Téléphone + 38 044 528 5703
Fax + 38 044 461 9022
yarovaya_anna@ukr.net

▲ Uruguay
Uruguay Transparente
Avenida 18 de Julio 1645
Montevideo – Uruguay / CP: 11200

Robert Gossi, Président
Téléphone + 598 2 401 56 06
uruguaytransparente@uruguaytransparente.org.uy
www.uruguaytransparente.org.uy

Vanuatu
Transparency International Vanuatu
Bougainville House
PO Box 355, Port Vila, Vanuatu

Mme Marie-Noelle Ferrieux-Patterson,
Présidente
Téléphone + 678 25715
Fax + 678 25716
tiv@vanuatu.com.vu

Venezuela
Transparencia Venezuela
Edf.Cámara de Comercio de Caracas
Piso 2, Of.2-15
Los Caobos, Caracas, Venezuela

Mme Mercedes de Freitas, Directrice Exécutive
Téléphone + 58 212 576 0863
Fax + 58 212 573 3134
prensa@transparencia.org.ve
www.transparencia.org.ve

▲ Yémen
Forum for Civil Society
P.O. Box 19458
Hadda Towers, Building No. 7
3rd Floor, Flat No. 5, Sanaa, Yémen

M. Jamal Adimi, Président
Téléphone + 967 1 421 480
Fax + 967 1 421 484
jadimi@y.net.ye

Zambie
TI-Zambia
Stand no 3880
Kwacha Road, Olympia Park
PO Box 37475, Lusaka, Zambie

M. Goodwell Lungu, Directeur Exécutif
Téléphone + 260 1 290 080
Fax + 260 1 293 649
tizambia@zamnet.zm
www.tizambia.org.zm

Zimbabwe
Transparency International Zimbabwe
96 Central Avenue
Harare, Zimbabwe

Dr Goodwill Shana
Téléphone + 263 4 793 246
Fax + 263 4 793 247
tizdir@mweb.co.zw
www.kubatana.net.tiz

LE RÉSEAU MONDIAL DE TI :
- Section nationale
- ▲ Section nationale en formation
- ● Contact national

Pour connaître la politique d'accréditation de TI, voir page 32

Les appellations « Contact national », « Section nationale en formation » et « Section nationale » n'impliquent en rien une prise de position de TI en termes de souveraineté et d'indépendance. Elles servent uniquement à clarifier le statut d'accréditation d'une organisation au sein du mouvement Transparency International.

Le système d'accréditation des sections se déroule en trois étapes. Un **Contact national** conclut un accord avec TI pour mettre en place une Section nationale dans son pays. Après avoir respecté certaines conditions spécifiques et prouvé sa capacité à remplir son rôle, le Contact National peut devenir une **Section nationale en formation** et acquiert le droit d'utiliser le nom et le logo de TI. Après environ deux ans d'activités probantes, celle-ci peut être accréditée en tant que **Section nationale** et acquiert le droit de voter à l'Assemblée Générale annuelle. Pour conserver son statut, chaque Section nationale doit se soumettre à un contrôle d'accréditation trisannuel, au cours duquel ses activités et le respect des principes de TI sont évalués par le Conseil d'administration de Transparency International. Dans les pays où TI n'est pas présent, une organisation implantée localement peut être désignée en tant que Partenaire local. Les coordonnées de ces organisations partenaires peuvent être obtenues auprès du Secrétariat de TI.

Coordonnées valides au 1er avril 2007.

CONSEIL CONSULTATIF

Peter Eigen
Président du Conseil Consultatif
Allemagne
Fondateur et ancien Président de Transparency International, Président de l'ITIE et membre du Comité de suivi pour l'Afrique (APP)

Paul Batchelor
Royaume-Uni
Administrateur Externe d'Oxford Policy Management, ancien Président adjoint de Global Geographies, PricewaterhouseCoopers

Peter Berry
Royaume-Uni
Président de Crown Agents

John Brademas
Etats-Unis
Président émérite de l'Université de New York

Jimmy Carter
Etats-Unis
Ancien Président des Etats-Unis

Ugo Draetta
Italie
Ancien Vice-président et Avocat-conseil principal de General Electric

Dolores L. Español
Philippines
Ancienne Présidente du tribunal régional de première instance

Dieter Frisch
Allemagne
Ancien Directeur Général au Développement de la Commission Européenne

Goh Kun
Corée (du Sud)
Ancien Premier Ministre et ancien Maire de Séoul

Ekaterina Genieva
Russie
Directrice Générale de la Bibliothèque d'Etat de Littérature étrangère de Moscou

Fritz Heimann
Etats-Unis
Membre fondateur de TI

Kamal Hossain
Bangladesh
Ancien Ministre des Affaires étrangères

Pascal Lamy
France
Directeur Général de l'Organisation Mondiale du Commerce, Président de la Fondation Notre Europe et ancien Commissaire au Commerce de l'Union Européenne

Ronald MacLean Abaroa
Bolivie
Ancien Ministre des Affaires étrangères, ancien Maire de La Paz

Hans Matthöfer
Allemagne
Ancien Ministre des Finances, ancien DG de la Beteiligungsgesellschaft der Gewerkschaften

Ira Millstein
Etats-Unis
Associé principal chez Weil, Gotshal & Manges

Festus Mogae
Botswana
Président du Botswana

Miklós Németh
Hongrie
Ancien Premier Ministre, ancien Vice-président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement

John Noonan
Etats-Unis
Juge à la Cour d'appel fédérale

Olusegun Obasanjo
Nigeria
Président du Nigeria

Ahmedou Ould-Abdallah
Mauritanie
Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, ancien Secrétaire Exécutif de la Coalition Mondiale pour l'Afrique

Khun Anand Panyarachun
Thaïlande
Ancien Premier Ministre, Président de Saha-Union Plc.

Mary Robinson
Irlande
Ancienne Présidente de l'Irlande, ancienne Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Peter Rooke
Australie
Ancien associé chez Clifford Chance

Hartmut Ruppel
Namibie
Conseil des Membres du Parlement, ancien Procureur Général

Augustine Ruzindana
Ouganda
Député

Louis Schweitzer
France
Président de Renault

Soli J. Sorabjee
Inde
Ancien Procureur Général

Virginia Tsouderos
Grèce
Ancienne Ministre déléguée aux Affaires étrangères

Jessica Tuchman Mathews
Etats-Unis
Présidente de la Fondation Carnegie pour la paix internationale

Joe Wanjui
Kenya
Président de l'Université de Nairobi

Richard von Weizsäcker
Allemagne
Ancien Président de l'Allemagne

Michael Wiehen
Allemagne
Ancien cadre de la Banque Mondiale, avocat

Le Conseil Consultatif est composé de personnes affichant une solide expérience, d'origines géographiques, culturelles et professionnelles diverses. Le Conseil Consultatif est nommé par le Conseil d'administration pour le conseiller et soutenir les activités de Transparency International.

Transparency International souhaite remercier tous ses conseillers principaux pour le temps, les compétences et les efforts acharnés qu'ils ont mis au service de TI en 2006.

SECRETARIAT

DIRECTEUR GÉNÉRAL
David Nussbaum

INTERNATIONAL
Cobus de Swardt,
Directeur des programmes mondiaux

Programmes mondiaux
Conny Abel, Marie-Luise Ahlendorf, Gillian Dell, Andrea Figari, Angela Keller-Herzog, Bettina Meier

Afrique et Moyen-Orient
Casey Kelso, Directeur Régional
Doris Bäsler, Arwa Hassan, David Koschel, Chantal Uwimana, Corinna Zöllner

Amériques
Silke Pfeiffer, Directrice Régionale
Marta Erquicia, Andres Hernandez, Alejandro Salas

Asie-Pacifique
Pascal Fabie, Directeur Régional
Ran Liao, Lisa Prevenslik-Takeda, Nikola Sandoval

Europe et Asie Centrale
Miklos Marschall, Directeur Régional
Ben Elers, Jana Mittermaier, Sarah Morante, Rune Rasmussen, Kate Sturgess

TRAVAIL DE PLAIDOYER
Communications
Barbara Ann Clay,
Directrice de la Communication
Conny Abel, Jesse Garcia, Gypsy Guillén-Kaiser, Andrew Kelly, Georg Neumann, Amber Poroznuk, Andrea Santoyo, Katie Taft, Renate Trowers

Stratégie et Recherche
Robin Hodess, Directrice du Département Stratégie et Recherche
Victoria Jennett, Juanita Olaya, Sarah Repucci, Diana Rodriguez, Aled Williams

Conférence internationale de lutte contre la corruption (CILC)
Miklos Marschall, Directeur en charge de la CILC
Bärbel Carl, Roberto Perez Rocha

RESSOURCES
Ressources externes
Patrick Mahassen, Directeur des Ressources
Alan Warburton, Conrad Zellmann

Ressources internes
Monika Ebert, Directrice Financière et des Ressources humaines
Barbara Nora Abu-Eish, Leticia Andreu, Sandra Cichos, Hannelore Deimling, Sylvia Fiebig, Nüket Kilicli, Vanesa Kohl-Salazar, Angela McClellan, Annegret Neth, Dean Rogers, Eileen Schmidt, Sergej Tscherejkin

GOUVERNANCE
Stan Cutzach

Personnel du Secrétariat International au 31 décembre 2006.



Secrétariat International

Alt Moabit 96
10559 Berlin
Allemagne
Numéro de téléphone + 49 30 34 38 200
Fax + 49 30 34 70 3912

ti@transparency.org
www.transparency.org